

Le Bien-être en France

Rapport 2021

Observatoire du Bien-être du Cepremap

Sous la direction de **Mathieu Perona et Claudia Senik**

Collège scientifique : **Yann Algan, Andrew Clark, Sarah Flèche**

Conseillère scientifique : **Elizabeth Beasley**

Assistants de recherche : **Dylan Alezra et Guillaume Gueguen**

Directeur de la publication : **Daniel Cohen**

Ce rapport s'appuie sur les *Notes* publiées par l'Observatoire au cours des années 2020 et 2021, en particulier :

- Note 2021-02, « Ces enseignants qui nous marquent », Sarah Flèche et Mathieu Perona
- Note 2021-03, « Faut-il avoir des bonnes notes pour être heureux à 15 ans ? », Dylan Alezra, Sarah Flèche, Elizabeth Beasley, Mathieu Perona et Claudia Senik
- Note 2021-05, « Relations enseignants-élèves : comment améliorer le bien-être des élèves du secondaire ? », Dylan Alezra, Sarah Flèche, Elizabeth Beasley, Mathieu Perona et Claudia Senik
- Note 2021-06, « Estime de soi et performances scolaires en primaire : les enseignements du panel DEPP 2011 », Dylan Alezra, Sarah Flèche, Elizabeth Beasley, Mathieu Perona et Claudia Senik
- Note 2022-01, « Adopter le télétravail ? L'impact du travail à distance sur le bien-être », Guillaume Gueguen et Claudia Senik

ainsi que sur les notes de conjoncture publiées trimestriellement depuis juillet 2017.

Nous remercions toute l'équipe de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère de l'Éducation nationale, en particulier Fabienne Rosenwald, Axelle Charpentier, Fabrice Murat et Thierry Rocher, ainsi qu'Olivier Thévenon (OCDE) pour leur collaboration et leurs commentaires sur tous les travaux concernant l'éducation en France.

Notre gratitude va également à François-Xavier Albouy et Adeline Moret, de la chaire Transitions démographiques, transitions économiques (TDTE), qui nous ont associés à l'enquête menée pour l'Union mutualiste retraite. À l'UMR, nous remercions en particulier Éric Jeanneau pour son accompagnement tout au long du projet et ses utiles commentaires.

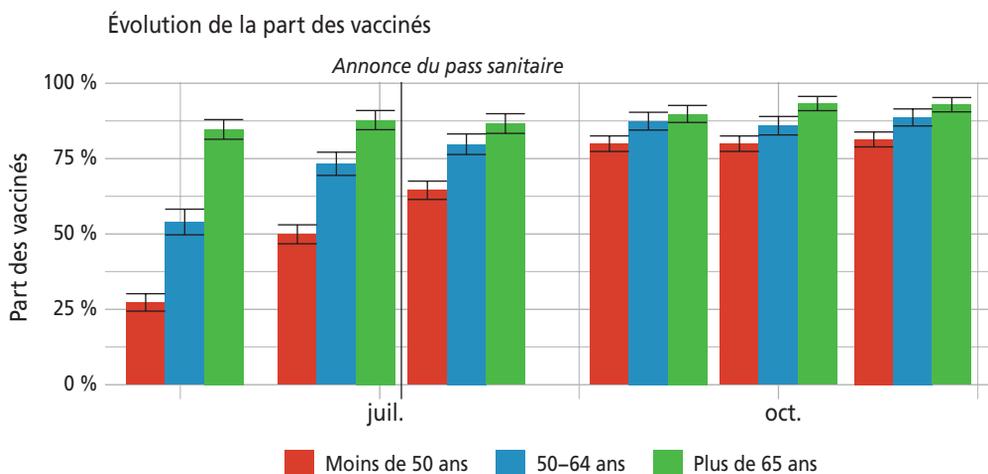
Nous remercions également Santé publique France pour la mise à disposition des données de l'enquête CoviPrev.

2. Les Français face aux risques

Santé, environnement, inflation, les risques auxquels sont exposés les Français sont désormais globalisés. Comment y réagissent-ils ? Nous nous intéressons ici à trois aspects de cette question : l'attitude vis-à-vis de la vaccination, le pouvoir d'achat et la perception des différents risques environnementaux.

2.1 Défiance, insatisfaction et colère : les sources du refus de la vaccination

Depuis le 23 mars 2020, Santé publique France a lancé l'enquête CoviPrev en population générale afin de suivre l'évolution des comportements et de la santé mentale des Français. La dernière vague de l'enquête CoviPrev disponible à ce jour date de novembre 2021. Sur 1773 répondants, 1519 étaient vaccinés, soit respectivement 85,6 % de la population de plus de 18 ans, et 254 non-vaccinés (14,3 %). Parmi ces derniers, 213 personnes refusaient catégoriquement la vaccination ; les 41 autres avaient pris un rendez-vous ou comptaient le faire.



Source : CoviPrev, vagues 24 à 29, juin à novembre 2021

Figure 2.1

C'est principalement l'annonce par Emmanuel Macron du Pass sanitaire, et son anticipation, le 12 juillet 2021, qui a conduit à une hausse très importante du taux de vaccination, notamment pour les moins de 65 ans (Figure 2.1). Au total, l'adhésion vaccinale, telle que mesurée dans l'enquête est de l'ordre de 85,6 %. Ceci correspond aux chiffres globalement observés par le ministère de la Santé fin novembre 2021, près de 88 % des personnes de plus de 18 ans ayant reçu au moins une dose, et 92 % des plus de 65 ans (les personnes âgées étant prioritaires).

Pour autant, environ 18 % des répondants de moins de 49 ans déclaraient catégoriquement refuser de se faire vacciner (Figure 2.2), et on relève de plus faibles pourcentages pour les personnes plus âgées. Or, l'hésitation vaccinale est classée par l'OMS comme l'une des 10 plus grandes menaces pour la santé mondiale¹. En France, Santé publique France a notamment mis en évidence la forte défiance guyanaise où le taux de vaccination complète est à peine de 22,3 % chez les 30-39 ans².

Quels sont les motifs de ce refus ?

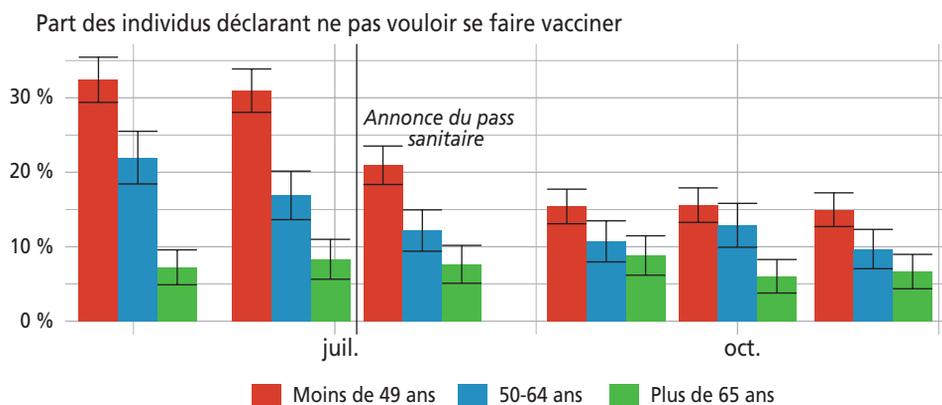


Figure 2.2

UNE DÉFIANCE INSURMONTABLE

L'enquête CoviPrev permet de détailler les motifs du refus de la vaccination (Figure 2.3). Les deux motifs principaux invoqués sont l'inefficacité du vaccin et son caractère dangereux. Pourtant, il ne suffirait pas de rassurer les personnes concernées quant à l'efficacité et la sûreté du vaccin pour les faire changer d'avis.

En effet, au sein de ce groupe, l'immense majorité estime qu'aucune raison ne saurait les convaincre (Figure 2.4). Ceci n'est pas très étonnant, dans la mesure où, comme on le verra plus bas, les non-vaccinés étant plus défiant quant aux informations gouvernementales, ils accueillent l'apport de toute preuve officielle avec suspicion. Il s'agit sans doute d'un phénomène européen, car en Europe, globalement, la confiance dans les vaccins reste sous le seuil des 60 %, contre 92 % en Afrique ou 95 % en Asie³.

1. Organisation mondiale de la santé, *Dix menaces que l'OMS devra affronter cette année*, 2019.
 2. Santé publique France, *Enquête CoviPrev*, 2021
 3. Wellcome, *Wellcome Global Monitor 2018*, 2019.

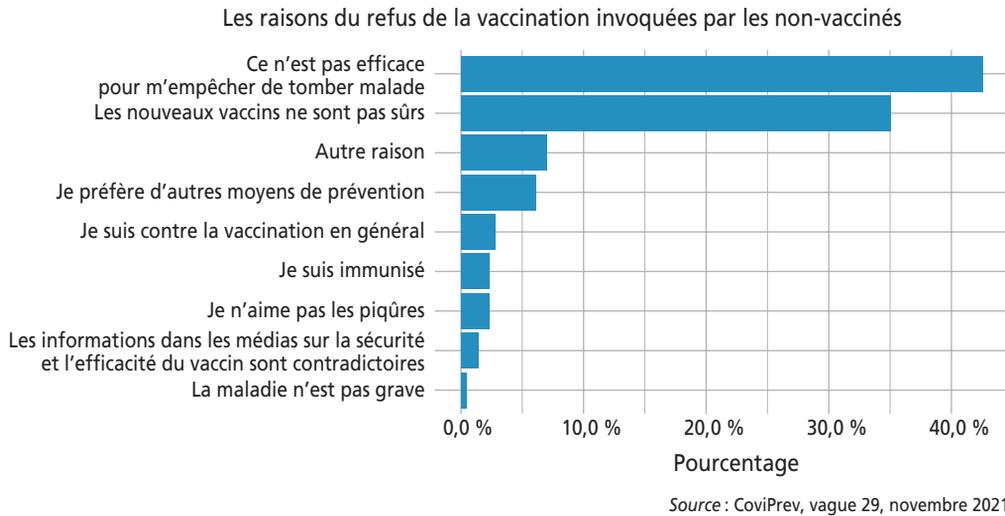


Figure 2.3

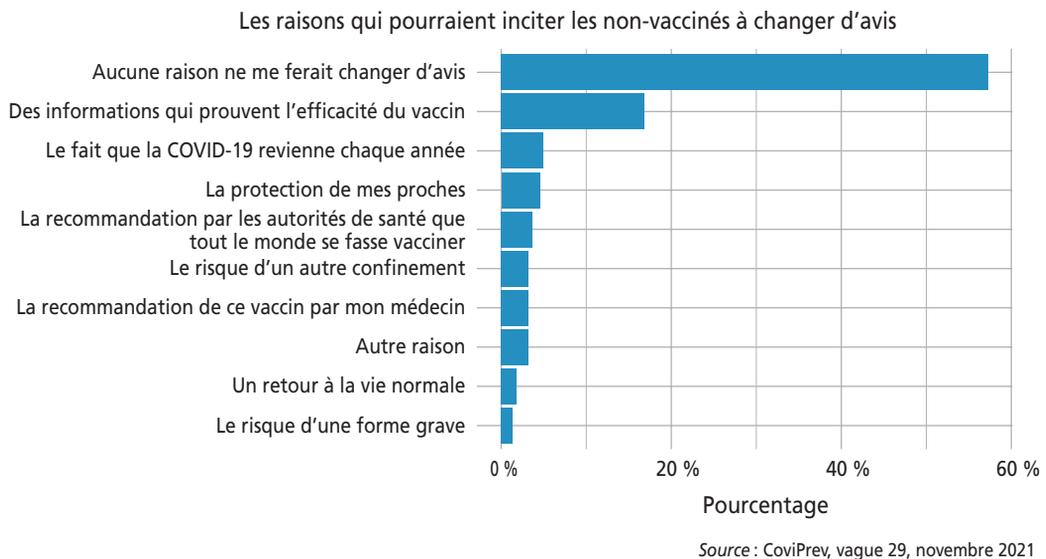


Figure 2.4

Si l'hésitation vaccinale ne peut pas être surmontée par l'argumentation, quelles sont les sources de ce refus ? Certaines différences socio-démographiques distinguent initialement les vaccinés des non-vaccinés, mais elles s'estompent légèrement à partir de juillet 2021¹. L'enquête CoviPrev distingue les CSP+ (cadres et professions intellectuelles supérieures, chefs d'entreprises et professions intermédiaires) des CSP- (employés et les ouvriers). On constate que la part des non-vaccinés parmi les CSP+ est près de deux fois et demi inférieure à celle des CSP- (Figure 2.5).

1. D'autres études, avec des données différentes, permettent de mettre en évidence un lien avec d'autres facteurs : genre, ethnicité, statut d'activité, tendance politique, religiosité, éducation, perception du risque, niveau de défiance. Pour une synthèse, voir : G. Troiano, A. Nardi, *Vaccine hesitancy in the era of Covid-19*, 2021.

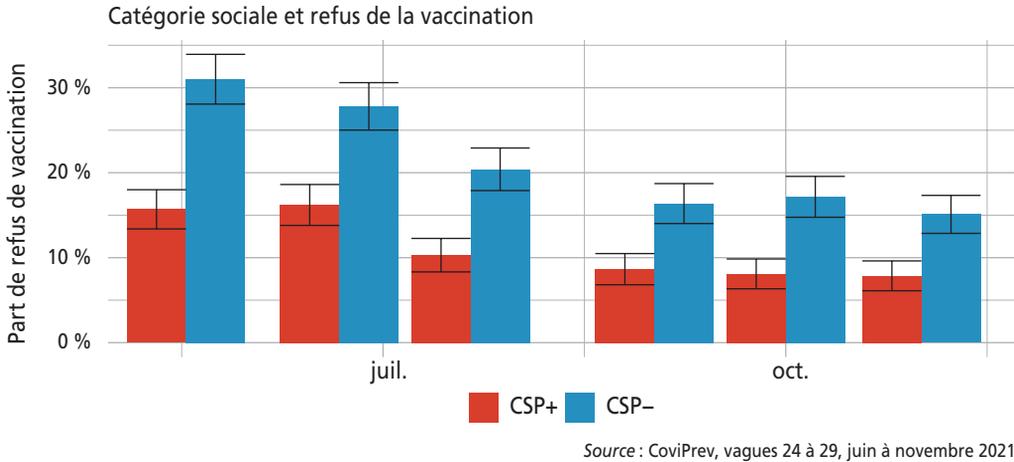


Figure 2.5

En juillet 2021, au sein des CSP+, 15 % refusaient la vaccination contre un peu moins de 30 % des CSP-.

Avant l’annonce du pass sanitaire, ce sont surtout les femmes qui refusaient la vaccination. Les données du Baromètre européen¹ révèlent, elles aussi, une plus grande hésitation vaccinale pour les femmes. Néanmoins, la campagne française de vaccination de l’été 2021 a quasiment effacé cette différence (Figure 2.6).

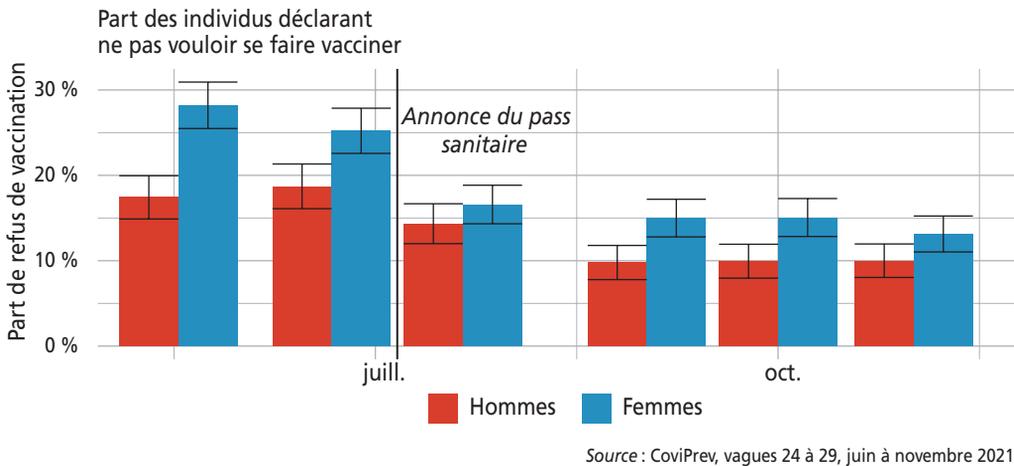


Figure 2.6

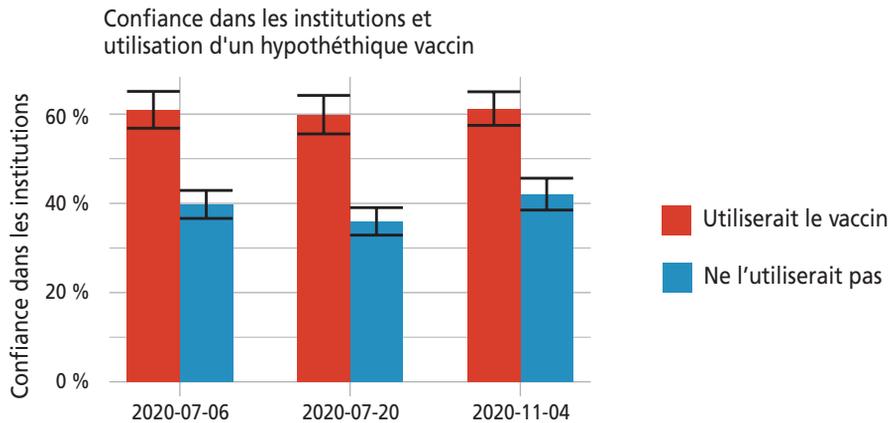
Lecture : en juillet 2021, parmi les femmes, 18 % refusaient la vaccination, contre 25 % pour les hommes.

Au-delà de l’appartenance à des groupes sociaux, la distinction entre vaccinés et non-vaccinés reflète surtout les sentiments de défiance et d’insatisfaction dans la vie de ceux qui refusent le vaccin.

1. Commission européenne, « Attitudes on vaccination against Covid-19 », Eurobarometer, 2021.

INSATISFACTION, DÉFIANCE ET REFUS DE VACCINATION

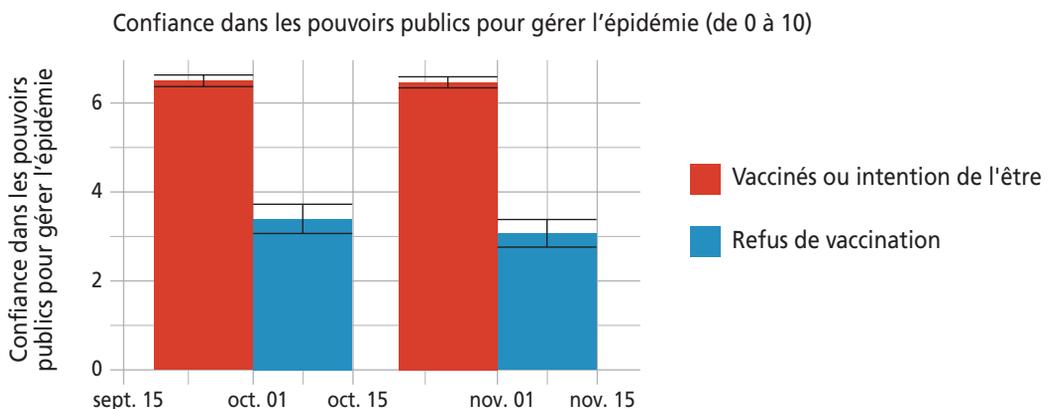
En juillet et en novembre 2020, alors que le vaccin n'était pas encore disponible, il a été demandé aux enquêtés s'ils se feraient vacciner, le cas échéant. La question de la confiance dans les institutions leur était également posée. Or, on remarque une association forte entre les réponses données à ces deux questions : l'idée du vaccin est associée à une moindre confiance dans les institutions, de l'ordre de 20 % (Figure 2.7). Ainsi, en novembre 2020 par exemple, 60 % des personnes prêtes à se vacciner déclaraient un niveau de confiance élevé dans les institutions, contre 40 % de celles qui refuseraient le vaccin.



Source : CoviPrev, vagues 11-13-17, juin, juillet et novembre 2020

Figure 2.7

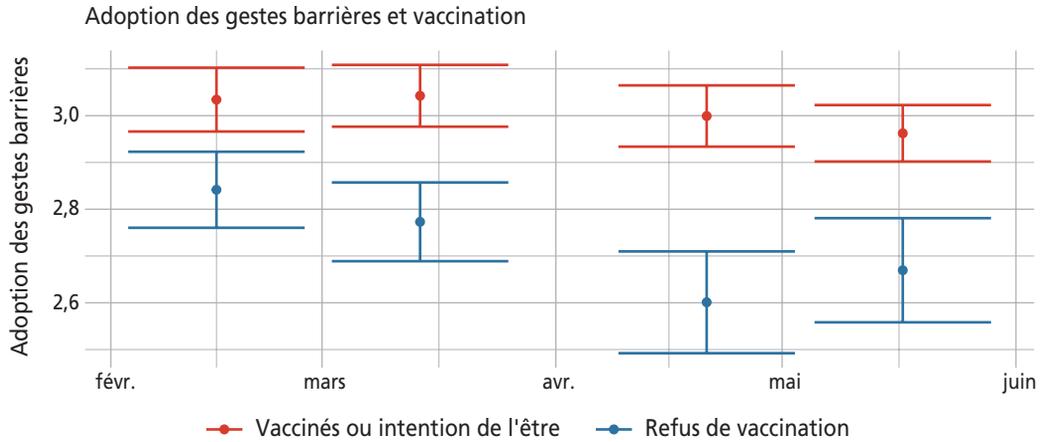
Le lien entre défiance et refus du vaccin est confirmé par les deux dernières vagues de l'enquête CoviPrev (en novembre et décembre 2021) qui relevaient le degré de confiance dans les autorités pour gérer l'épidémie (sur une échelle graduée de 1 à 10). On note une différence de près de 4 échelons de confiance entre vaccinés et non-vaccinés, soit de 7 contre 3 sur une échelle de 1 à 10, un écart extrêmement important pour ce type de mesure (Figure 2.8).



Source : CoviPrev, vagues 28 et 29, octobre et novembre 2021

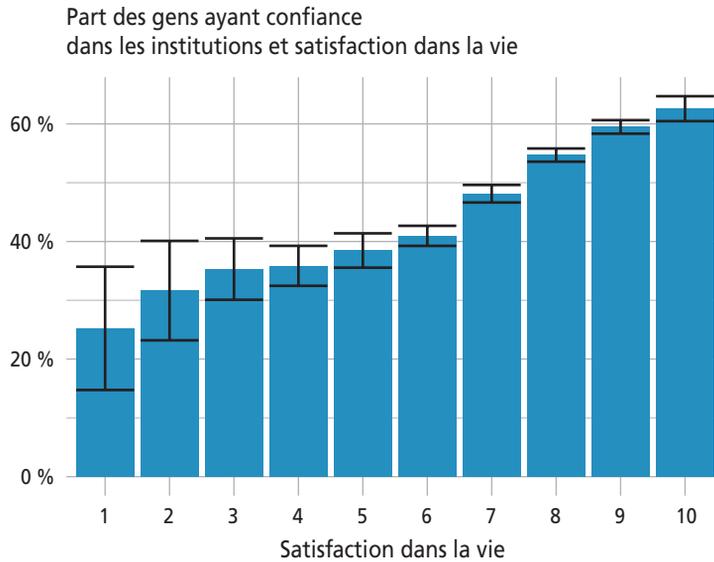
Figure 2.8

Le refus de vaccination s'étend d'ailleurs aux autres comportements prescrits par les autorités, notamment la distanciation sociale. On dispose d'un indicateur construit par Santé publique France mesurant l'adhésion aux gestes barrières (entre mai et juillet 2021). On remarque que si l'adhésion aux gestes barrières était très répandue au début de la crise sanitaire, ceci a changé au cours du temps, notamment de la part de ceux qui refusent la vaccination (Figure 2.9).



Source : CoviPrev, vagues 20 à 24, janvier à mai 2021

Figure 2.9



Source : CoviPrev, vagues 1 à 18, mars à novembre 2020

Figure 2.10

Lecture : Parmi ceux qui déclarent un niveau de satisfaction de 10, en moyenne, 60 % ont confiance dans les institutions

On sait que la satisfaction dans la vie est associée à la confiance dans les institutions et à la confiance interpersonnelle¹. On retrouve cette relation dans les premières vagues de l'enquête (Figure 2.10). De même, en calculant la proportion moyenne des refus de vaccination sur l'ensemble de la période disponible, on distingue clairement une relation inverse entre refus du vaccin et satisfaction dans la vie (Figure 2.11).

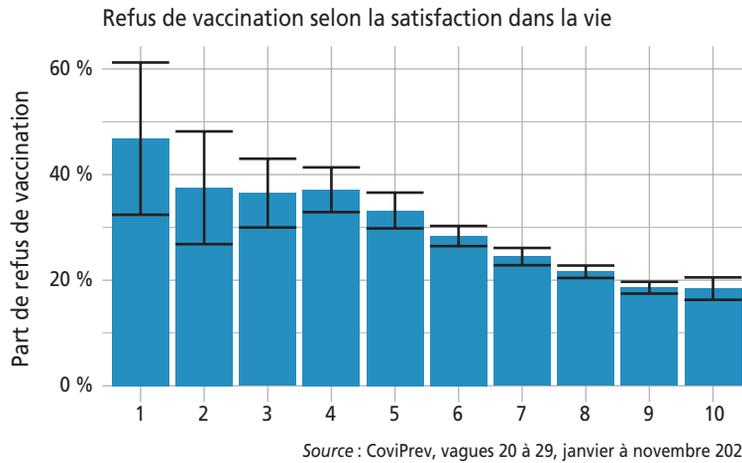


Figure 2.11

Lecture : parmi ceux qui déclarent un niveau de satisfaction de 10, en moyenne, 20 % refusent la vaccination

Notons que l'écart de satisfaction entre vaccinés et non-vaccinés est relativement constant au cours des différentes vagues (Figure 2.12). Même en novembre 2021, lors de la dernière vague de l'été CoviPrev, où la majeure partie de la population est désormais vaccinée, on note encore, en novembre 2021, des attitudes différenciées vis-à-vis de la vaccination selon le niveau de satisfaction des personnes (Figure 2.13).

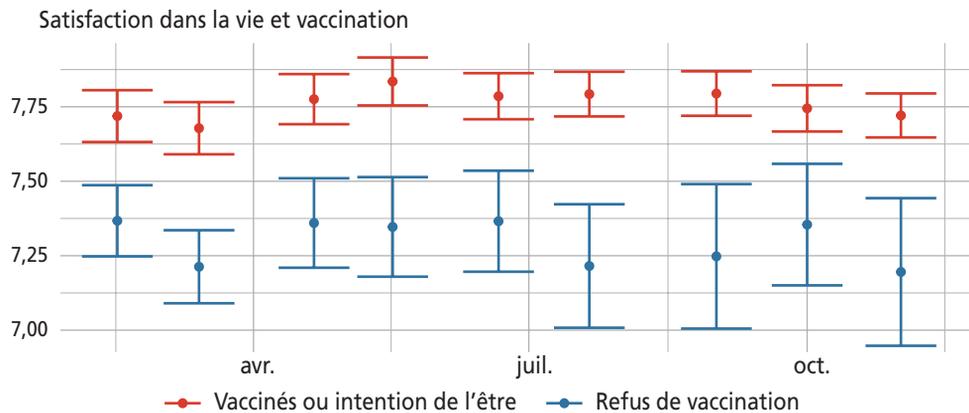
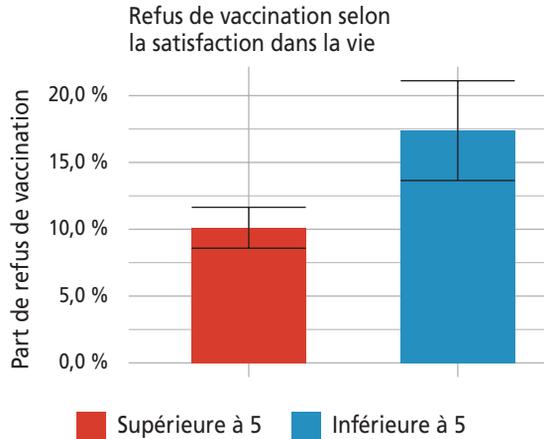


Figure 2.12

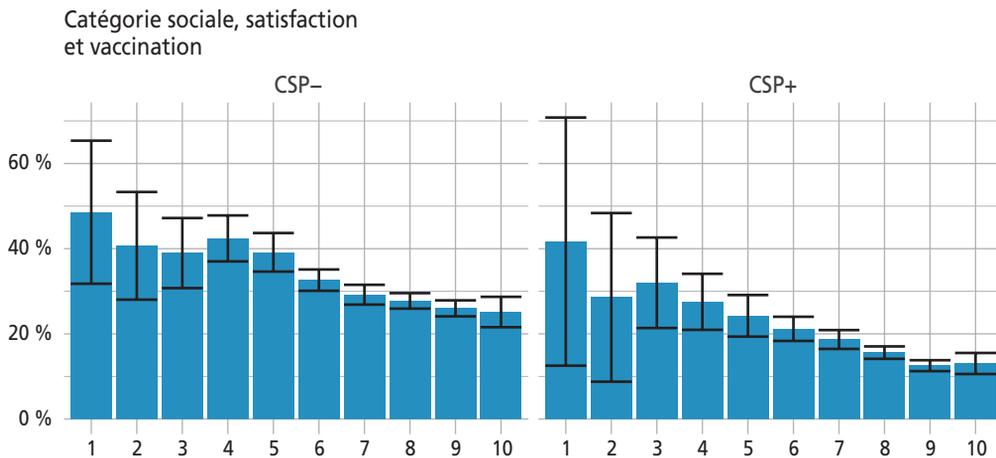
1. Algan *et al.* 2018.



Source : CoviPrev, vague 29, novembre 2021

Figure 2.13

On relève donc une relation entre défiance vis-à-vis des institutions et insatisfaction d’une part et refus de la vaccination d’autre part, et cette relation prévaut au sein des CSP+ comme des CSP, comme l’illustre la Figure 2.14, qui agrège les différentes vagues de l’enquête.



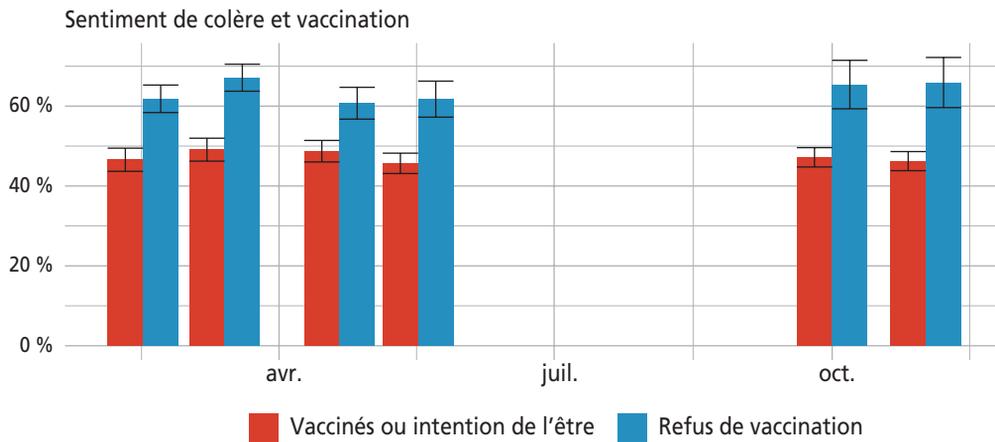
Source : CoviPrev, vagues 20 à 29, janvier à novembre 2021

Figure 2.14

Lecture : parmi ceux qui déclarent un niveau de satisfaction de 10, en moyenne, parmi les CSP, 22 % refusent la vaccination

Au-delà de l’insatisfaction et de la confiance, les émotions ressenties par les individus contribuent, elles aussi, à influencer leur attitude vis-à-vis de la vaccination. Ainsi, pendant le confinement, la part des individus qui déclaraient ressentir de la colère plus qu’à leur habitude était plus forte chez ceux qui s’apprêtaient à refuser un éventuel vaccin que chez ceux qui l’acceptaient. On retrouve cette même différence entre les vaccinés et les non-vaccinés à partir de février 2021

(Figure 2.15). Cette colère s'est d'ailleurs reflétée dans les réactions aux mesures sanitaires (confinement strict en novembre, et instauration du Pass sanitaire).

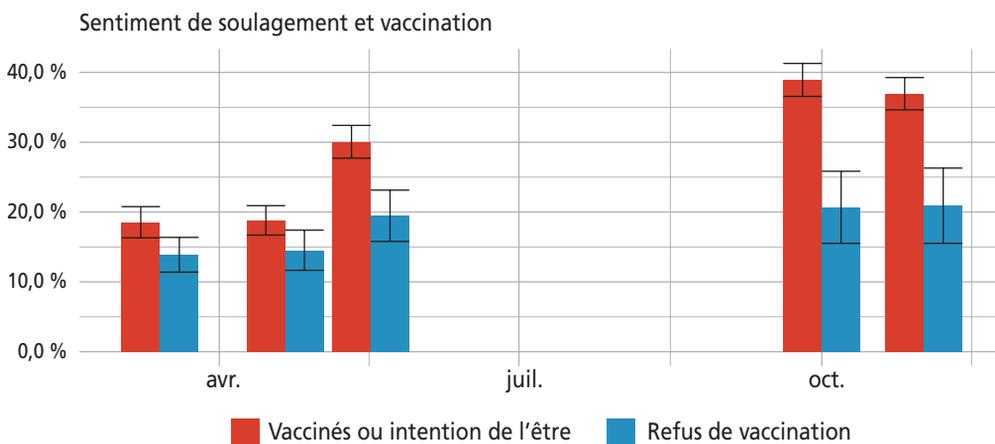


Source : CoviPrev, vagues 21 à 29, février à novembre 2021

Figure 2.15

Lecture : en octobre 2021, parmi les vaccinés, 40 % ont déclaré ressentir de la colère plus fréquemment que d'habitude, contre plus de 60 % pour les non-vaccinés.

Finalement, sans surprise, le déconfinement, perspective de retour à la vie normale, a apporté un soulagement pour les vaccinés ou ceux qui comptaient l'être (Figure 2.16). Naturellement, les personnes refusant la vaccination ont moins partagé ce sentiment de soulagement, dans la mesure où les restrictions continuaient de s'imposer à elles. Cette différence est à son niveau le plus élevé en octobre et novembre 2021.



Source : CoviPrev, vagues 21 à 29, février à novembre 2021

Figure 2.16

Lecture : en octobre 2021, parmi les vaccinés, environ 35 % ont déclaré ressentir un sentiment de soulagement plus fortement que d'habitude, contre 20 % pour les non-vaccinés

Notons que parmi la liste des émotions évoquées par l'enquête, à savoir : soulagement, frustration, colère, dépression, sécurité, isolement, peur et impuissance, seule la colère et le soulagement distinguent les vaccinés des non-vaccinés.

Au total, si une petite proportion de la population persiste à refuser la vaccination et résiste aux mesures d'information et d'incitation, il s'agit, certes, de catégories sociales relativement défavorisées, mais aussi de personnes insatisfaites, sujettes à davantage d'émotions négatives et moins confiantes dans les institutions. Le refus de la vaccination manifeste ainsi certainement un refus qui englobe la politique bien-au-delà des mesures sanitaires.

ANNEXE

Liste des variables utilisées

Vaccin

Personnellement, avez-vous été vacciné ?

- J'ai été vacciné (1 ou 2 doses)
- J'ai l'intention d'être vacciné
- Je n'ai pas l'intention de me faire vacciner

Satisfaction dans la vie

Parlons maintenant de votre vie en général. Sur une échelle allant de 0 à 10, où 0 représente la pire vie possible et 10 représente la meilleure vie possible, à quel endroit vous situez-vous actuellement ?

Confiance

L'indicateur de confiance dans les institutions est construit à partir de deux questions, dont les modalités sont « Confiance » et « Pas confiance ».

- Faites-vous confiance aux pouvoirs publics pour lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19 ?
- Faites-vous confiance aux pouvoirs publics pour vous informer sur l'épidémie de Covid-19 ?

Cet indicateur n'a pas été reconstruit sur les dernières vagues où l'on dispose des données sur la vaccination. En revanche, la question relative à la lutte contre l'épidémie (Faites-vous confiance aux pouvoirs publics pour lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19) a été maintenue, mais avec une échelle de 0 à 10, que nous reprenons. Nous nous en servons comme approximation de l'indicateur initial.

Émotions

- Voici des émotions qui peuvent être ressenties plus fortement que d'habitude. Pour chacune d'entre elles, indiquez si vous l'avez-vous-même ressentie plus fortement que d'habitude en raison du contexte actuel. Oui / Non

Liste des émotions : Sentiment de soulagement, sentiment de frustration, sentiment de colère, sentiment de dépression, sentiment de sécurité, sentiment d'isolement, sentiment de peur, sentiment d'impuissance.

Adoption des gestes barrières

L'indicateur d'adoption des gestes barrières est construit à partir de plusieurs questions relatives à la protection sanitaire, dont les modalités de réponse sont : « Oui, systématiquement », « Oui, souvent », « Oui, de temps en temps », « Non ». Cet indicateur est ensuite converti sur une échelle de 1 à 4.

- Au cours des derniers jours, avez-vous adopté les mesures de protection suivantes ?
 - Porter un masque en public
 - Utiliser du gel hydro-alcoolique
 - Faire des provisions alimentaires par crainte de pénurie
 - Se laver très régulièrement les mains
 - Éviter les transports en commun
 - Garder le plus possible les enfants confinés à la maison
 - Rester confiné à la maison
 - Travailler à domicile et ne pas se rendre sur son lieu de travail
 - Limiter toutes formes d'interactions sociales
 - Garder une distance d'au moins un mètre avec les autres
 - Tousser ou éternuer dans son coude
 - Utiliser un moucher à usage unique et le jeter après
 - Saluer sans se serrer la main et éviter les embrassades
 - Éviter d'aller voir une personne âgée, fragile ou vulnérable
 - Éviter les rassemblements festifs
 - Aérer votre logement au moins 2 fois par jour pendant une heure
 - Garder une distance d'au moins 2 mètres avec les autres personnes
 - Éviter de sortir pendant les horaires de couvre-feu

BIBLIOGRAPHIE

- Y. Algan, E. Beasley, D. Cohen, et M. Foucault, *Les origines du populisme : enquête sur un schisme politique et social*, Paris, France, Seuil, 2019.
- Y. Algan *et al.*, « Confiance dans les scientifiques par temps de crise », *Focus*, Conseil d'analyse économique, 068-2021, 2021.
- Commission Européenne, « Attitudes on vaccination against Covid-19 », *Eurobarometer*, 2021.
- Organisation Mondiale de la Santé, *Dix menaces que l'OMS devra affronter cette année*, 2019
- M. Perona, « Les Français et la science », *Note de l'Observatoire du Bien-être*, 15 avril 2020.
- G. Troiano, A. Nardi, *Vaccine hesitancy in the era of COVID-19*, 2021.
- Santé publique France, *Enquête CoviPrev*, 2021.
- Wellcome, *Wellcome Global Monitor 2018*, 2019.

2.2 Niveau de vie et pouvoir d'achat

REVENU ET SATISFACTION DANS LA VIE

Dans le rapport de l'an dernier, nous rappelions que le revenu pesait particulièrement lourd dans la satisfaction de vie des Français (Figure 2.17). Nous interprétons cette relation comme la manifestation de la défiance et de l'inquiétude des Français. Dans une société peu confiante dans les autres et dans son propre avenir, marquée par le sentiment de fragilité de son système de protection sociale, les Français trouvent dans leur revenu une forme d'assurance contre les risques de pauvreté ou de stagnation.

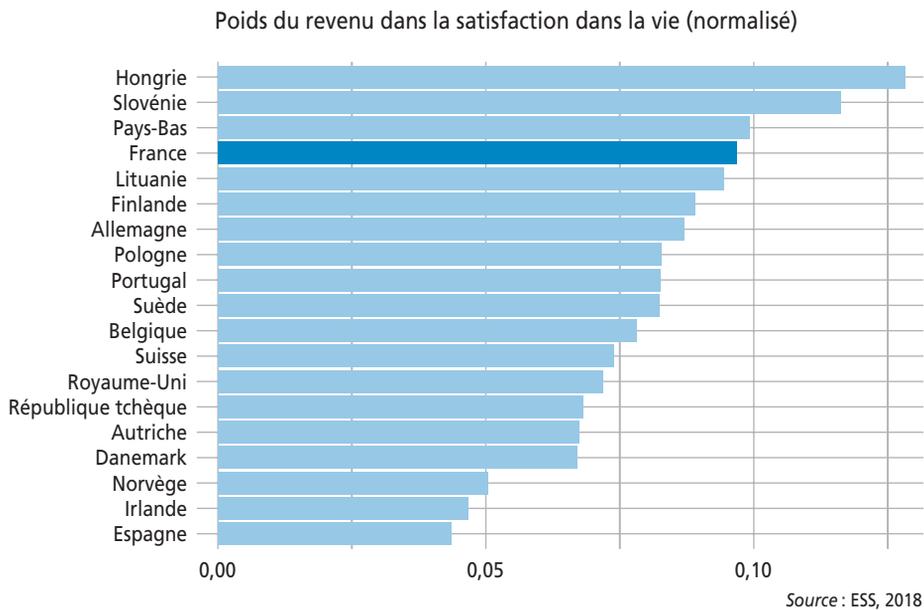
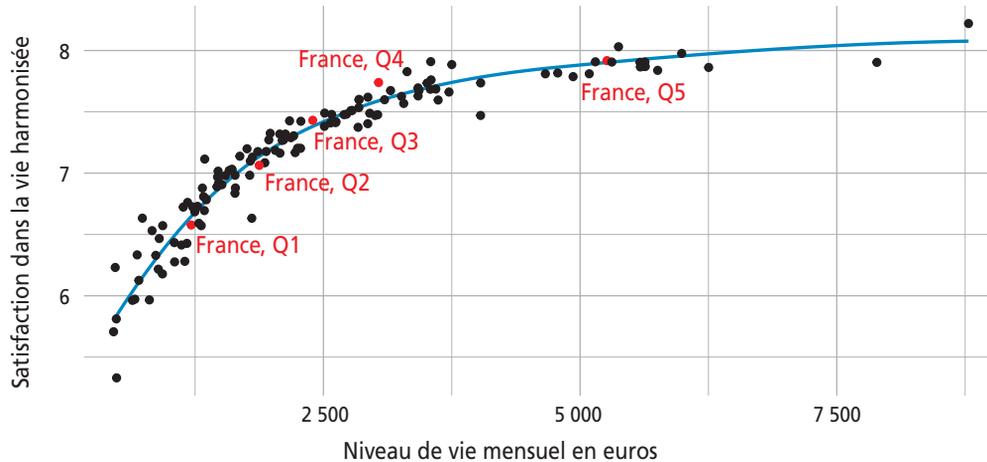


Figure 2.17

Le poids du revenu dans l'évaluation de sa vie n'est évidemment pas le même selon la place que l'on occupe dans l'échelle des revenus. L'Insee l'a récemment rappelé : si les écarts de bien-être sont très sensibles entre les ménages les plus modestes et ceux du milieu de la distribution, l'écart moyen entre ces derniers et les ménages les plus riches est beaucoup plus limité. La Figure 2.18, qui adapte un graphique de l'Insee¹ illustre ce phénomène à l'échelle de 26 pays européens. Sur ce graphique, l'auteur a positionné pour chacun des 26 pays cinq quintiles de niveau de vie et leur satisfaction dans la vie moyenne harmonisée. Cette courbe affiche une forte pente au départ, indiquant une augmentation de la satisfaction de vie lorsqu'on progresse des plus pauvres vers les plus riches, plus s'aplatit progressivement. Dans le cas de la France, la courbe devient quasiment plate à proximité du 65^e percentile de niveau de vie, soit 2 150 € par mois et par unité de consommation².

1. J.-M. Germain, « Du PIB au PIB ressenti : en retrait sur le PIB, l'Europe dépasse désormais les États-Unis en bien-être monétaire », *Insee Analyses*, 57, 08/10/2020, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4797487>.

2. *Insee Analyses*, 57, Figure 1.



Source : EU-SILC, calculs de J.-M. Germain, adapté de Insee Analyses 57, fig. 2

Figure 2.18

Chaque point correspond à un quintile de revenu dans un pays donné. Ainsi, le Q1 en France correspond au niveau de vie mensuel moyen par unité de consommation et à la satisfaction dans la vie moyenne pour les 20 % des ménages ayant les niveaux de vie les plus faibles de l'échantillon.

Une part de ce résultat tient à ce que les économistes observent depuis longtemps : l'utilité marginale décroissante : lorsqu'on s'enrichit, la satisfaction que l'on retire d'un plus fort pouvoir d'achat reste positive, mais s'atténue. Intuitivement, on peut imaginer qu'au fur et à mesure que l'on s'élève dans l'échelle des revenus, les nouveaux biens et services que l'on peut s'offrir présentent des améliorations de plus en plus faibles. Une autre explication tient à ce que les individus raisonnent et apprécient les différences de revenu non pas en euros mais en pourcentage. La Figure 2.18 suggère bien que deux individus qui connaîtraient une augmentation de revenu de 10 % (par exemple) éprouveraient sensiblement le même surcroît de satisfaction quel que soit leur revenu respectif de départ¹. Évidemment, les montants absolus nécessaires à produire le même effet sur la satisfaction dans la vie sont différents : 10 % du revenu mensuel moyen du premier quintile revient à environ 125 €, contre plus de 550 € pour le cinquième quintile (respectivement 1 500 € et 6 600 € d'augmentation annuelle).

En regardant de près, on s'aperçoit que la différence de satisfaction entre riches et moins riches tient au poids des personnes très peu satisfaites (réponses inférieures ou égales à 4 sur l'échelle de 0 à 10) ou assez peu satisfaites (réponses 5 et 6). L'argent offrant une forme de protection contre les aléas de la vie, le manque d'argent ne se traduit pas nécessairement en privations, mais aussi dans une anxiété constante quant à la possibilité de se retrouver face à une dépense imprévue. Nous nous attendons donc à ce que, parallèlement à la situation financière réelle, le *sentiment* d'aisance financière ou au contraire de pénurie joue un rôle majeur dans la construction de la satisfaction dans la vie. Dans le même temps, et à partir d'un certain niveau de vie, ce sont moins les niveaux de consommation absolus qui influent sur la satisfaction de vie que ce que nous

1. Voir aussi D. Kahneman, et A. Deaton, « *High income improves evaluation of life but not emotional well-being* », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 2010.

percevons de notre position relative aux autres¹. La perception d'aisance financière telle qu'elle est déclarée dans les enquêtes ne reflète ainsi pas seulement la situation effective des ménages, mais aussi la manière dont ils pensent se positionner par rapport aux autres.

DU REVENU À LA SITUATION FINANCIÈRE PERÇUE

Aux extrémités de la répartition des revenus, il va de soi que situation financière et inquiétudes quant à l'argent vont largement de pair. Les études sociologiques sur la pauvreté ont ainsi montré qu'être pauvre signifiait d'abord une préoccupation constante de l'argent, et l'obligation d'une gestion très rationnelle du peu de moyens disponibles, où la moindre erreur peut conduire à s'enfoncer plus avant dans la précarité². Inversement, les très hauts revenus ont peu à se soucier de ne pas arriver à boucler leurs fins de mois. On observe ainsi un lien assez clair entre le sentiment de précarité financière et la satisfaction dans la vie. Nous représentons ainsi sur la Figure 2.19 la part des personnes qui déclarent une faible satisfaction de vie³ selon l'appréciation qu'elles ont de la situation financière de leur foyer.

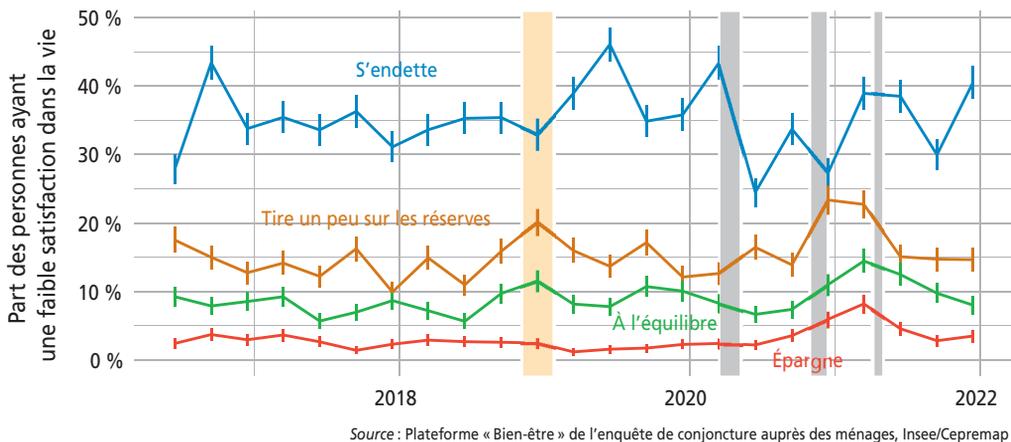


Figure 2.19

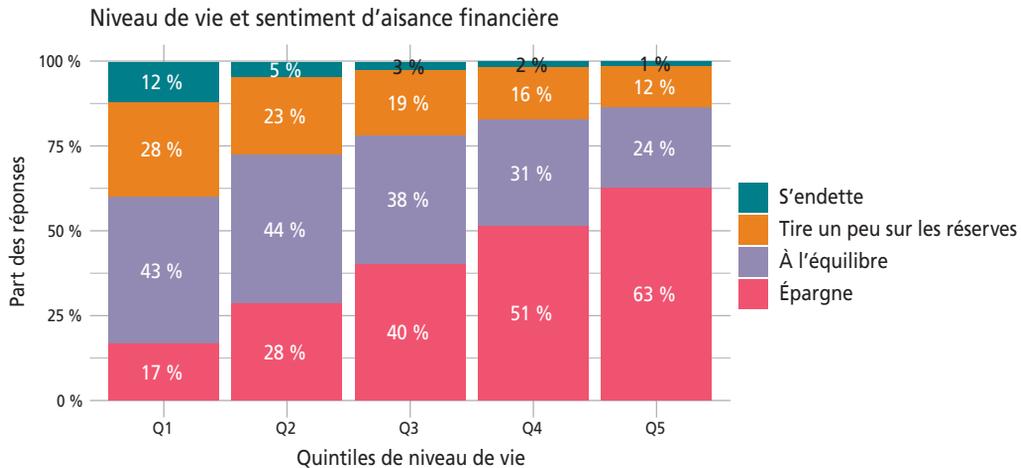
Dans la plupart des vagues de nos enquêtes, autour d'une personne sur dix déclarent une faible satisfaction dans la vie. Cette proportion monte à près d'un tiers, et presque une sur deux certains trimestres, parmi les 5 % de personnes qui déclarent que leur ménage doit s'endetter. Elle est encore près du double de la moyenne chez les 20 % qui doivent tirer un peu sur leurs réserves à la fin du mois. Enfin, la proportion de peu satisfaits est tout aussi faible chez les 35 % de ménages qui disent épargner un peu que chez ceux qui disent épargner beaucoup⁴. Nous représentons sur la Figure 2.20 la manière dont les ménages évaluent leur situation financière en fonction de leur niveau de vie.

1. C. Senik, *L'Économie du bonheur*, Seuil, La République des idées, 2014.

2. On peut utilement se référer dans ce domaine à l'ouvrage de D. Colombi, *Où va l'argent des pauvres ?*, Paris, Payot, 2020.

3. Comme dans le reste de cet ouvrage, cette catégorie regroupe les personnes qui répondent 4 ou moins sur l'échelle de 0 à 10 des réponses à la question sur la satisfaction dans la vie.

4. Pour une meilleure lisibilité, nous avons regroupé ces deux modalités dans le graphique.



Source : Plate-forme « Bien-être » de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.20

L'inquiétude financière est bien plus souvent présente chez les ménages les plus modestes : 40 % des ménages du premier quintile de niveau de vie n'arrivent pas à boucler leur fin de mois sans tirer sur leurs réserves ou s'endetter. Cela concerne près d'un ménage sur quatre au sein du quintile médian. Même chez les ménages du quintile supérieur¹, on trouve encore 13 % des répondants qui n'arrivent pas à équilibrer leur budget, et près d'un quart qui affirme être tout juste à l'équilibre.

Encadré 6 – Quintiles de niveau de vie

Selon leur composition, deux ménages à revenu identique n'ont pas le même niveau de vie, d'autant que la vie en commun entraîne des économies d'échelle par la mise en commun des dépenses d'équipement (appareils électroménagers), de fonctionnement (abonnement internet, chauffage) ou d'espaces (cuisine) que chaque membre devrait supporter individuellement s'ils vivaient séparés. Pour comparer ainsi des ménages de composition différente, l'Insee définit des *Unités de consommation* : le premier adulte du ménage compte pour un, les autres personnes de plus de 14 ans pour 0,5 et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3, ces poids reflétant l'analyse des dépenses des ménages dans de vastes enquêtes.

Quintile	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5
Seuils	0 – 1 100 €	1 100 – 1 480 €	1 480 – 1 900 €	1 900 – 2 440 €	+ de 2 440 €

Nous utilisons cette approche pour calculer le niveau de vie des répondants à l'enquête. Dans celle-ci, nous disposons du revenu mensuel moyen auto-déclaré, dans certains cas approximatifs par l'Insee pour les personnes ne donnant pas une réponse précise à cette question. Les seuils ainsi calculés diffèrent donc des niveaux de vie calculés par l'Insee sur la base des déclarations fiscales et sociales¹. Cette différence est de peu d'importance pour notre propos.

Pour comprendre le rapport des Français à leur argent, on ne peut donc pas s'arrêter à la mesure de leur revenu ou de leur niveau de vie. Le sentiment de contrainte ou d'aisance financière découle

1. Dans notre échantillon, les ménages du dernier quintile ont un niveau de vie supérieur à 2 440 € mensuels par unité de consommation. Pour un ménage à deux adultes et deux enfants de moins de 14 ans, cela correspond à un revenu mensuel de 5 124 € nets, soit quatre fois le SMIC.

2. Insee, « Niveau de vie moyen par décile », *Chiffres-clé*, 2021.

du pouvoir d'achat ressenti, qui lui-même résulte de la rencontre entre les revenus objectifs, les aspirations de consommation et le coût de la vie ressenti.

LE RETOUR DE L'INFLATION ?

L'actualité nous conduit à nous intéresser particulièrement à ce dernier terme. En effet, les plans de soutien à l'activité et de relance engagés en réponse à l'épidémie de Covid-19, ajoutés aux nombreux blocages des chaînes d'approvisionnement mondiales, ont occasionné des augmentations de prix significatives sur certains biens. Si certaines sont transitoires et devraient se résorber rapidement avec la décrue de l'épidémie, d'autres s'inscriront probablement dans le moyen terme. Ainsi, la pénurie de microprocesseurs va vraisemblablement limiter les capacités de production d'automobiles pour au moins un an. À plus long terme, le renchérissement des carburant fossiles semble inévitable, qu'il résulte comme début 2021 d'effets de demande et de tensions géopolitiques, ou de l'imposition d'une taxe carbone. Parallèlement, mis au ralenti par les mesures de distanciation sociale, certains secteurs, comme le tourisme, l'hôtellerie et la restauration par exemple, ont vu leurs salariés les quitter pour d'autres emplois offrant de meilleures conditions de travail. Ces secteurs connaissent fin 2021 des difficultés importantes de recrutement, ce qui devrait entraîner des hausses de salaires.

Cette combinaison a fait resurgir la question de l'inflation, qui avait disparu du débat économique depuis les années 1980, et avait même fait place à la crainte de la déflation depuis la Grande récession de 2008. En décembre 2021 le sentiment que les prix ont fortement augmenté en 2021 est à son plus haut niveau depuis avril 2012, et le sujet reste présent dans l'actualité¹.

Or plusieurs travaux mettent en évidence le lien négatif entre le niveau d'inflation et la satisfaction de vie². Si on imagine bien la détresse que peuvent créer des épisodes d'hyperinflation tels que celui que connaît actuellement le Liban, cette relation est également vraie à des niveaux d'inflation moins extraordinaires. Dans les pays européens, l'enquête Eurobaromètre permet de constater qu'une augmentation de l'inflation (officielle) s'accompagne, toutes choses égales par ailleurs, d'une diminution de la satisfaction dans la vie moyenne des pays concernés.

Pour les ménages, l'inflation signifie la menace d'une érosion difficilement contrôlable du coût de la vie dès lors que leurs revenus risquent de ne pas suivre. Or, si le bulletin de salaire ou le bilan comptable nous informent régulièrement sur nos revenus, l'effet de l'inflation sur notre pouvoir d'achat est difficile à mesurer, d'où le poids non négligeable de la subjectivité dans l'évaluation que les Français font de leur situation d'ensemble. C'est ainsi qu'une étude récente³ montre qu'en Europe, au Japon et aux États-Unis, les ménages n'anticipent jamais de baisse du niveau des prix (déflation), même quand cela pourrait se produire, par exemple au cours des épisodes de récession tels que la crise de 2008, ou les périodes de confinement de l'année 2020. Les enquêtes montrent que les anticipations en matière d'inflation sont fortement asymétriques. Dans les pays où elle a toujours été stable et faible, les ménages prévoient souvent que l'inflation sera bien supérieure aux objectifs des autorités monétaires (par exemple, 5 % ou plus pour un objectif d'inflation de 2 %), mais ils prévoient très rarement une inflation négative. Autrement dit, les ménages redoutent

1. Par exemple « *Se préparer à vivre avec l'inflation* », éditorial, *Le Monde*, 14 janv. 2022.

2. A. Prati donne une revue complète de cette littérature dans « *Heterogeneous inflation and subjective well-being. Evidence from survey data* », 2021, qui utilise également les données de l'enquête Camme et de notre plate-forme « Bien-être ».

3. Gorodnichenko et D. Sergeyev, *Zero Lower Bound on Inflation Expectations*, 2021.

l'inflation, mais pas la déflation – contrairement aux économistes et aux banquiers centraux très soucieux d'éviter les spirales déflationnistes.

Cet écart entre l'inflation moyenne mesurée par les instituts statistiques et l'inflation ressentie par un ménage tient à la fois à des raisons structurelles, liées aux habitudes de consommation de chacun, et à des raisons psychologiques, qui rendent difficiles de bien évaluer l'évolution des prix de notre panier de consommation. Dans les environnements à faible inflation, les ménages semblent se fier aux prix saillants de certains biens de leur panier de consommation, tels que les biens alimentaires ou l'énergie. Contrairement à l'indice des prix à la consommation, qui prend en compte les prix des biens et services à hauteur de leur poids réel dans le budget moyen des ménages, notre perception de l'inflation s'appuie sur nos dépenses les plus fréquentes et les plus visibles. Nous remarquons bien l'augmentation de 5 centimes de la baguette de pain que nous achetons presque tous les jours, mais prêtons peu attention au fait que notre abonnement Internet n'a pas changé de prix depuis dix ans, alors que les deux postes de dépenses pèsent à peu près également dans notre budget mensuel. Or, les prix des biens de consommation courante ont eu tendance à progresser plus vite que la moyenne depuis les années 2000¹. À cet effet de visibilité s'ajoute le fait que nous prêtons davantage attention aux augmentations de prix qu'aux baisses – un exemple de ce que l'économie comportementale qualifie d'aversion à la perte. De ce fait, nous donnons plus de poids aux prix que nous voyons augmenter par rapport aux autres, mais aussi aux épisodes d'augmentation lorsque le prix d'un même bien varie fréquemment, comme c'est le cas pour le carburant.

À ces effets psychologiques s'ajoute le fait que le panier de consommation moyen est comme le Français moyen : il n'existe pas, ou plutôt il ne représente que partiellement la consommation de chaque ménage. En pratique, chaque foyer est exposé à l'inflation d'une manière spécifique. On l'a vu lors de la crise des Gilets jaunes, les ménages habitants dans des zones périurbaines sont directement exposés à l'évolution du prix des carburants, avec peu ou pas d'alternatives pour leurs déplacements. Inversement, un ménage sans voiture et habitant en centre-ville d'une métropole sera insensible à ces variations, mais pourra remarquer celles des transports en train qui lui permettent de se déplacer sur le territoire². À cela s'ajoutent les variations de prix d'une région à l'autre.

Très peu d'enquêtes permettent de bien rendre compte des différences d'exposition aux variations de prix. En France, les enquêtes Budget des ménages sont très détaillées, mais il s'agit d'enquêtes lourdes et coûteuses, qui ne peuvent être conduites fréquemment. L'inflation perçue peut donc être un indicateur intéressant pour identifier les ménages qui sont les plus exposés aux variations des prix de certains biens. Cette question revêt actuellement un intérêt conjoncturel particulier. Le confinement a en effet modifié la structure de consommation de nombreux ménages, qui, ayant dû réduire des dépenses liées à des services longtemps fermés en 2020, ont éventuellement trouvé des alternatives à ces derniers, ou se sont équipés pour faire face à l'installation du télétravail dans la durée.

En moyenne, les ménages appréhendent correctement le signe des *variations* du coût de la vie : ils sont le plus souvent capables de dire quand l'inflation augmente et quand elle baisse. Nous observons cela sur la Figure 2.21, tirée de l'enquête de conjoncture auprès des ménages.

1. Voir par exemple Insee, « *L'essentiel sur... l'inflation* », *Chiffres-clés*, 03/11/2021.

2. L'Insee propose un simulateur d'indice des prix à la consommation personnalisé, qui permet de calculer l'inflation correspondant au panier de consommation d'un ménage en fonction du poids des grandes catégories de dépenses dans son budget : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2418131>.

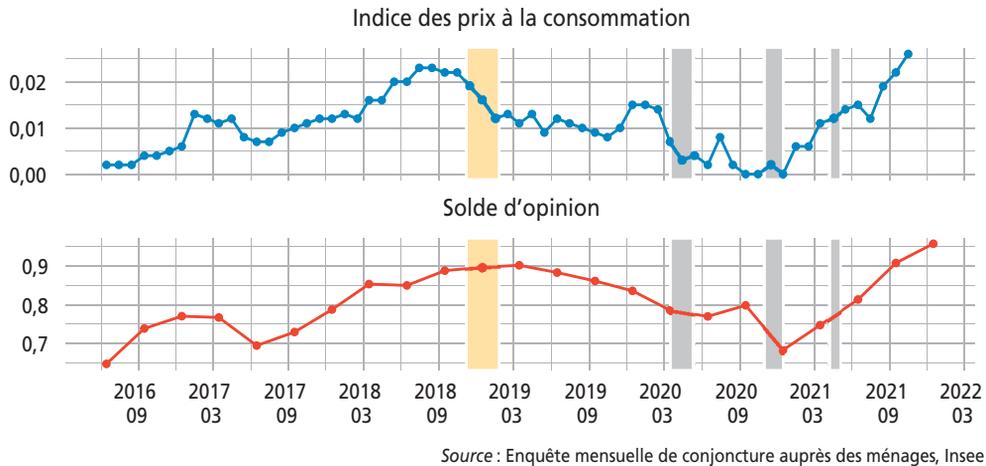


Figure 2.21

Le panneau du haut retrace la trajectoire de l'indice des prix à la consommation. Le panneau du bas illustre le solde d'opinion quant à l'augmentation des prix : il représente l'écart entre la part de personnes qui estiment que les prix ont augmenté sur les douze derniers mois et la part de personnes qui pensent que les prix ont diminué. Les deux courbes évoluent largement dans le même sens, montrant que qualitativement, le sens des variations de l'inflation est correctement anticipé par les ménages. Concernant les derniers mois, l'augmentation des prix à partir de décembre 2020 n'a pas échappé aux consommateurs. Seul le dernier trimestre de l'année 2018 marque un décalage entre l'inflation perçue (à la hausse) et statistique (à la baisse).

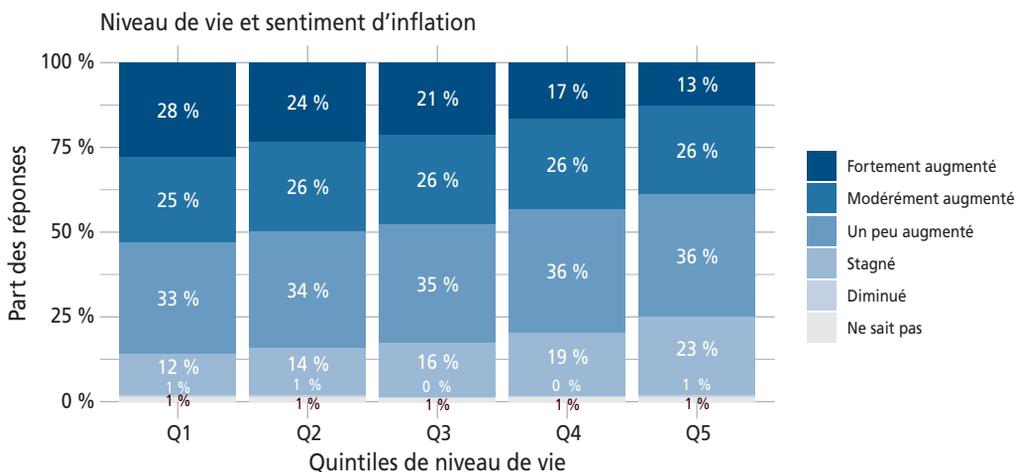


Figure 2.22

Les évaluations des ménages sont cependant fausses quand on considère leur *niveau*. Même en supprimant les réponses extrêmes (les ménages qui estiment des variations de prix sur un an

supérieures à 10 %), le niveau moyen de l'inflation estimée est généralement supérieur de 4 points de pourcentage à l'inflation réelle, ce qui rejoint le constat des auteurs précités¹.

La Figure 2.22 montre que la perception de l'inflation varie selon le niveau de vie des ménages. Ces écarts reflètent assez naturellement les différences dans les paniers de consommation : les biens de première nécessité, à commencer par l'alimentation ou le chauffage, représentent une part plus importante du budget des ménages les plus modestes. Ces différences restent toutefois limitées. Seules les perceptions d'une forte augmentation ou d'une stagnation dépendent fortement du revenu. L'impression d'une augmentation faible à modérée traverse les classes de niveau de vie.

INFLATION PERÇUE ET SATISFACTION

L'inflation perçue influence-t-elle le bien-être au-delà de l'inflation effective ? L'enquête Camme nous permet de vérifier cette hypothèse, puisqu'elle interroge les ménages à la fois sur leur perception de l'inflation et sur l'évolution de leur situation financière au cours des douze derniers mois, ainsi que dans les douze mois à venir.

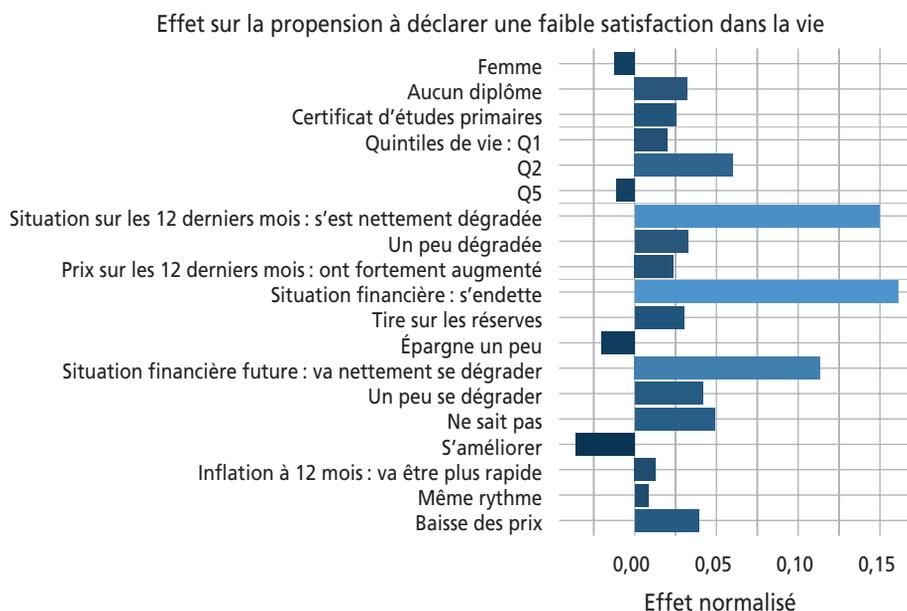
La Figure 2.23 représente une estimation économétrique de la probabilité de déclarer une faible satisfaction de vie², une fois neutralisés l'effet de l'âge, du diplôme, du genre et de la situation professionnelle. Elle représente les coefficients de corrélation partielle associés à chaque grandeur au sein d'une même régression. Les cinq lignes du haut représentent le poids des éléments objectifs : le genre, le diplôme et le revenu. Les femmes et les personnes peu diplômées, et les ménages les plus modestes sont plus susceptibles de déclarer une faible satisfaction de vie, toutes choses égales par ailleurs³. On constate ensuite le poids considérable que prend l'appréciation de la situation financière. Les trois coefficients les plus importants, et qui contribuent le plus à la propension à déclarer une faible satisfaction dans la vie sont, par ordre décroissant : être en train de s'endetter⁴, sentir que sa situation financière s'est nettement dégradée l'année dernier, et sentir qu'elle va nettement se dégrader au cours de l'année à venir. L'ampleur du poids de ces facteurs s'apprécie par comparaison. Christophe a un niveau de vie médian et estime que sa situation financière s'est très dégradée au cours des douze derniers mois. Yann a un niveau de vie correspondant au premier quintile (ménages les plus modestes) mais estime que sa situation financière est restée stable. Christophe a une propension de déclarer une faible satisfaction dans la vie supérieure de 30 % à celle de Yann. Dit autrement, l'effet d'estimer que sa situation financière s'est très dégradée quand on est dans le quintile médian de niveau de vie est deux fois plus fort que l'effet d'appartenir au plus faible quintile de niveau de vie. Inversement, une personne appartenant au quintile le plus faible de niveau de vie mais qui pense que sa situation financière s'améliore aura une propension moindre à déclarer une faible satisfaction dans la vie qu'une personne appartenant au quintile de revenus le plus élevé, mais qui estime que sa situation financière va se dégrader.

1. Y. Gorodnichenko et D. Sergeyev, *Zero Lower Bound on Inflation Expectations*, 2021.

2. Comme précédemment, une satisfaction de vie inférieure ou égale à 4 sur l'échelle de 0 à 10.

3. La part « toutes choses égales par ailleurs » est ici importante. Comme les femmes sont plus nombreuses parmi les personnes en situation difficile, elles sont dans l'absolu plus nombreuses à déclarer une faible satisfaction de vie, ainsi que nous le montrons dans la section de ce rapport dédiée à cette question.

4. Nous insistons sur le fait qu'il s'agit d'une enquête déclarative. Nous n'avons pas accès au budget des ménages pour rapporter ces déclarations à leur situation financière effective.



Source : Plate-forme « Bien-être » de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.23

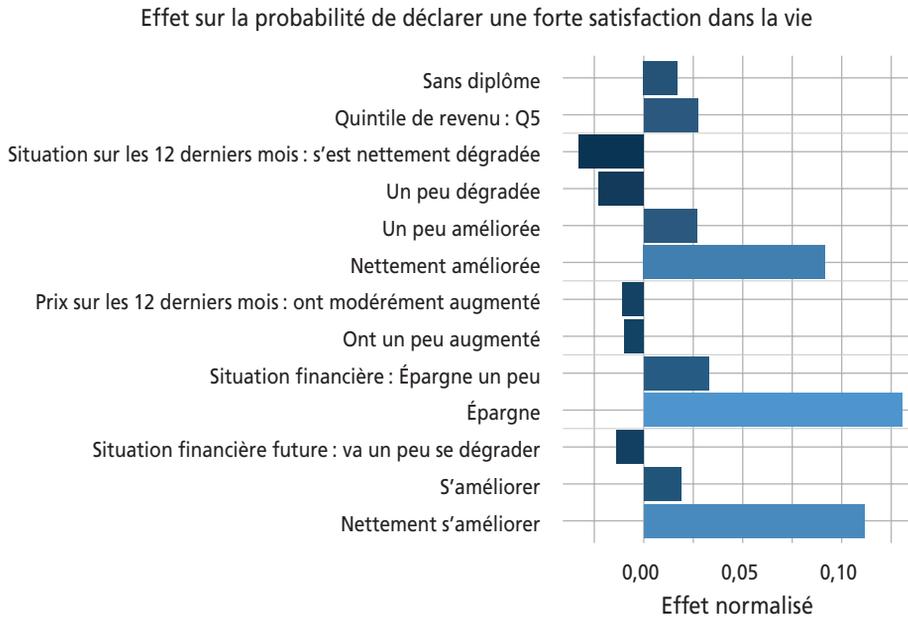
Nous reportons ici les coefficients statistiquement significatifs d'une régression comprenant l'ensemble des variables citées dans le texte.

Les modalités de référence sont : Homme, diplômé du baccalauréat, appartenant au quintile de vie médian, qui estime que sa situation financière sur les douze derniers mois est restée stable, que son budget actuel est à l'équilibre, que sa situation financière sur les douze prochains mois va rester stable et que les prix à 12 mois vont rester stables.

Indépendamment de la situation individuelle, l'évolution perçue des prix a également un effet sur la propension à se déclarer peu satisfait : ceux qui ont perçu une forte augmentation des prix l'année passée, ou anticipent une forte inflation à venir (ou déflation – synonyme de crise économique) choisissent plus souvent les barreaux inférieurs de l'échelle de satisfaction. Qu'il s'agisse de hausse ou de baisse, les inquiétudes quant aux prix ne sont pas réparties uniformément dans la population. Elles touchent particulièrement les titulaires de diplômes inférieurs au baccalauréat et les ménages les plus modestes – indépendamment des générations. Cette répartition des inquiétudes concerne bien la question du pouvoir d'achat immédiat.

La Figure 2.24 illustre le résultat de l'analyse symétrique de la probabilité de se déclarer très satisfait de sa vie (9 et 10 sur l'échelle des réponses). En miroir de ce que nous avons observé au bas de l'échelle, la probabilité de se déclarer satisfait est, à diplôme, sexe et revenu équivalents, très liée à l'appréciation de la situation financière passée, présente et anticipée. Au niveau des prix, seule l'inflation passée joue ici un rôle négatif.

Ainsi, en pratique, l'évolution des prix rétrospective et anticipée manifeste une relation mesurable avec la satisfaction. Les variations ressenties et anticipées de la position financière des ménages jouent un rôle plus important dans la satisfaction dans la vie que leur position effective en termes de niveau de vie. Le sentiment d'une augmentation des prix en 2021 risque donc de peser sur la satisfaction des ménages pendant un certain temps.



Source : Plate-forme « Bien-être » de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.24

Nous reportons ici les coefficients statistiquement significatifs d'une régression comprenant l'ensemble des variables citées dans le texte.

Les modalités de référence sont Homme, diplômé du baccalauréat, appartenant au quintile de vie médian, qui estime que sa situation financière sur les douze derniers mois est restée stable, que son budget actuel est à l'équilibre, que sa situation financière sur les douze prochains mois va rester stable et que les prix à 12 mois vont rester stables.

BIBLIOGRAPHIE

- D. Colombi, *Où va l'argent des pauvres ?*, Paris, Payot, 2020.
- J-M. Germain, « Du PIB au PIB ressenti : en retrait sur le PIB, l'Europe dépasse désormais les États-Unis en bien-être monétaire », *Insee Analyses*, 2020.
- Y. Gorodnichenko et D. Sergeyev, *Zero Lower Bound on Inflation Expectations*, 2021.
- Insee, « Niveau de vie moyen par décile », *Chiffres-clé*, 2021.
- Insee, « *En janvier 2022, la confiance des ménages est quasiment stable* », *Informations rapides*, 24, 2022.
- Insee, « *En décembre 2021, la confiance des ménages augmente* », *Informations rapides*, 2022.
- Insee, « *L'essentiel sur... l'inflation* », *Chiffres-clés*, 2021.
- Insee, « *Simulateur d'indices des prix personnalisé* », *Outil Interactif*, 2021.
- Le Monde, *Se préparer à vivre avec l'inflation*, 2022.
- Prati, *Heterogeneous inflation and subjective well-being. Evidence from survey data*, 2020.
- C. Senik, *L'Économie du bonheur*, Seuil, La République des idées, 2014.

2.3 Les Français face aux grands risques¹

La perception des risques par les Français a-t-elle évolué ces dix dernières années, au rythme des crises successives ; et dans quelle mesure ces derniers font-ils confiance aux autorités pour les protéger face à ces risques ? Pour répondre à ces questions, nous exploitons les données du baromètre de l'IRSN, la grande enquête annuelle de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, qui porte sur la perception des risques et de la sécurité par les Français.

Encadré : Données et méthode

Les données exploitées dans cette note proviennent du baromètre IRSN sur la perception des risques et de la sécurité par les Français. Ce baromètre existe dans sa forme actuelle depuis 1991. Il s'intéresse principalement à la perception des risques mais se penche également sur les préoccupations principales des Français, sur le regard qu'ils portent sur la science, l'expertise et le nucléaire, ainsi que sur leurs attentes en matière de sûreté des installations nucléaires, de transparence ou encore de participation aux processus d'expertise associés. Le baromètre vise en outre à mettre en perspective les risques nucléaires et radiologiques avec de nombreux autres risques de types différents tels que les inondations, les pesticides, le terrorisme, ou encore les accidents domestiques.

Les données analysées ici proviennent des enquêtes réalisées annuellement de 2010 à 2021, toujours au cours de la période automnale et toujours auprès d'échantillons représentatifs de la population française selon la méthode des quotas (sexe, âge et catégorie socio-professionnelle) et des strates (taille d'agglomération et région d'habitation). Pour les années 2010 à 2019, les terrains ont été menés en face-à-face sous la direction de l'institut BVA (2010-2017) puis de l'institut CDA (2018-2020) auprès d'échantillons représentatifs de 1 000 personnes renouvelés lors de chaque enquête. À partir de 2020, les terrains ont été conduits sur internet par l'institut Harris Interactive auprès d'échantillons renouvelés annuellement de 2 000 personnes. Exceptionnellement en 2020, année de transition entre les deux méthodes, l'enquête a été menée simultanément sur deux échantillons distincts afin de comparer les résultats obtenus via la méthode en face-à-face avec ceux de la méthode de questionnaire en ligne.

L'intégralité des baromètres IRSN de 1991 à 2021, ainsi que les annexes graphiques et toutes les données brutes sont en libre accès sur le site internet qui lui est dédié : <https://barometre.irsn.fr>. L'édition 2022, dont certaines données sont utilisées ici, sera publiée en juin 2022, après les élections législatives.

DES PRÉOCCUPATIONS DE PLUS EN PLUS FRAGMENTÉES

« En France, parmi les sujets actuels suivants, lequel est selon vous le plus préoccupant ? » À cette question², les réponses des Français sont de moins en moins unanimes, montrant la montée de multiples sources d'inquiétude. La Figure 2.25 montre que de 2010 à 2014, plus de 50 % d'entre eux citaient des risques sociaux et économiques tels que « le chômage », « les conséquences de la crise financière », « la grande pauvreté et l'exclusion »³. À la suite des attentats de 2015, la menace terroriste devient une préoccupation primordiale pour plus d'un tiers d'entre eux. Parallèlement, les préoccupations liées aux « bouleversements climatiques » et à « la dégradation de l'environnement » d'une part et les préoccupations en matière de santé et d'épidémie d'autre part

1. Cette section s'appuie sur la note jointe de l'IRSN et de l'Observatoire du bien-être : S. Cêtre, L. Gilli, G. Gueguen, C. Senik, « Les Français face aux grands risques : perception des risques et confiance dans les autorités pour y faire face », *Note de l'Observatoire du bien-être*, 2022-04, mars 2022.

2. La liste des sujets proposés aux répondants a légèrement évolué au fil des enquêtes afin de rester en phase avec l'actualité. Voir le Tableau 2 en annexe.

3. Le pouvoir d'achat n'a jamais figuré dans la liste des préoccupations principales du baromètre IRSN. D'autres enquêtes, telles que celles réalisés par Ipsos-Sopra Steria en partenariat avec le Cevipof et la Fondation Jean Jaurès pour le journal *Le Monde*, montrent une forte percée de cette préoccupation depuis un an : https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/01/22/presidentielle-2022-entre-marine-le-pen-et-valerie-pecresse-l-enjeu-de-la-deuxieme-place_6110522_823448.html

affichent une progression importante. En 2021, les menaces que constituent le terrorisme, les enjeux climatiques et les pandémies font jeu égal avec les préoccupations socio-économiques en tant que sources d'inquiétude. Face à la multitude des enjeux, les risques nucléaires constituent sur l'ensemble de la période la préoccupation principale de moins 5 % des Français¹.

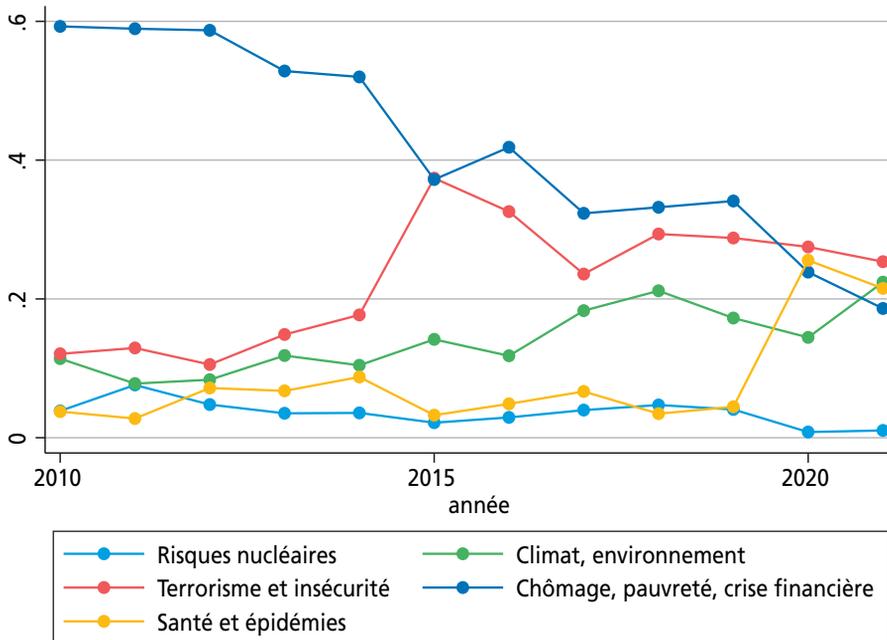


Figure 2.25 : Évolution des préoccupations principales des Français (2010-2021).

Note : Source baromètre de l'IRSN 2010-2021. Question : « En France, parmi les sujets actuels suivants, lequel est selon vous le plus préoccupant ? »

PERCEPTION DES RISQUES ET CONFIANCE DANS LES AUTORITÉS POUR Y FAIRE FACE

Les préoccupations des Français sont-elles proportionnées au degré de risque qu'ils perçoivent ? Pour le savoir, nous cherchons à évaluer le niveau de risque qu'ils associent à différents sujets de préoccupation. L'enquête leur demande : « Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont : 1. Quasi-nuls ; 2. Faibles ; 3. Moyens ; 4. Élevés ; 5. Très élevés. ». Les domaines de risque suivis détaillent une constellation de risques environnementaux, allant des risques « climatiques » (inondations, incendies de forêt, canicule) aux nanoparticules ; plusieurs types de risques nucléaires et le risque terroriste. Les risques socio-économiques ne sont pas proposés dans cette partie du questionnaire². Le niveau de risque perçu des pandémies n'est suivi que depuis 2020.

Comme l'illustrent les deux diagrammes de la Figure 2.26, entre les périodes 2010-2015 et 2016-2021, les risques climatiques sont perçus comme de plus en plus élevés, certainement en raison des canicules récurrentes (2003, 2018, 2020), des inondations et des incendies qui ont

1. À l'exception de 2011 (7 %), année de l'accident nucléaire de Fukushima.

2. Le questionnaire se concentre plutôt sur des risques individuels comportementaux, tels que l'obésité et l'alcool.

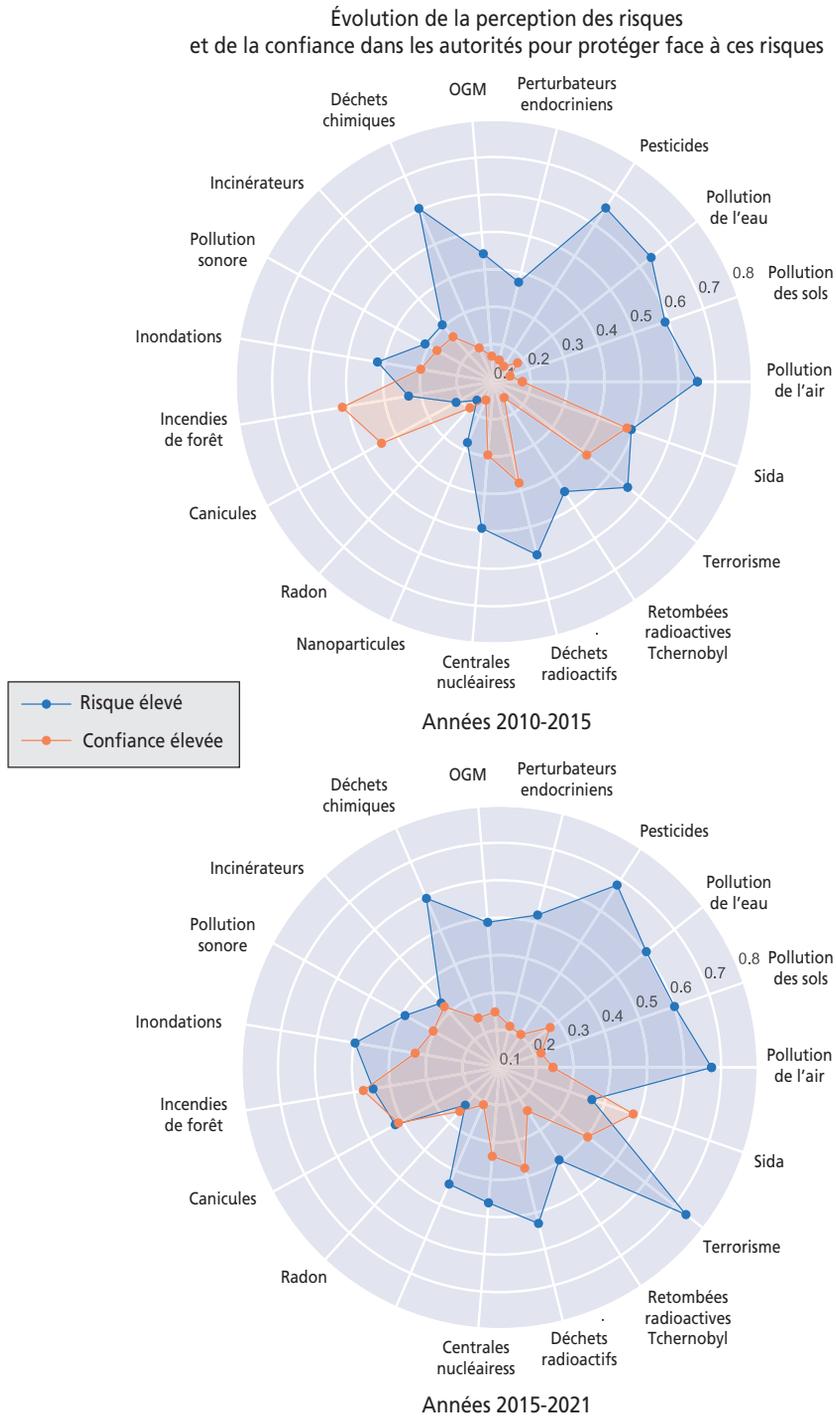


Figure 2.26 : Perception des risques et confiance dans les autorités pour protéger

Note. Source : baromètre de l'IRSN 2010-2021. L'échelle du diagramme correspond à la part de répondants percevant un risque élevé ou très élevé pour chacun des items (points bleus) et à la part de répondants ayant tout à fait ou plutôt confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes (points orange) dans chacun des domaines.

touché la France au cours des cinq dernières années, ainsi que des « méga-feux » qui, bien que se produisant hors de France, ont marqué les esprits (incendies australiens en 2019-2020, *Dixie Fire* de Californie en août 2021, *Bootleg Fire* dans l’Oregon, etc.). D’autres risques environnementaux identifiés depuis longtemps et plus diffus, tels que la pollution de l’air, des sols, ou de l’eau, restent perçus à un niveau stable. En revanche, on note une augmentation du niveau de risque perçu pour des phénomènes relativement nouveaux, pour lesquels les preuves de la nocivité ont été récemment apportées ou qui font toujours l’objet d’études d’impact sur la santé : perturbateurs endocriniens, nanoparticules, OGM et pollution sonore.

Naturellement, la perception du risque terroriste est beaucoup plus élevée depuis les attentats de 2015. En revanche, le risque associé aux installations nucléaires (centrales, déchets radioactifs, retombées radioactives de l’accident de Tchernobyl) est perçu comme moindre. Il en va de même du risque de sida, ce qui est certainement lié à la trithérapie dans un premier temps et à la commercialisation du traitement préventif PrEP à partir de 2017.

La confiance que les Français accordent aux autorités pour les protéger de ces risques suit un schéma symétrique (confiance accrue dans le domaine des installations nucléaires, par exemple). Globalement, les scores de confiance dans les autorités pour faire face aux risques sont particulièrement faibles pour les risques environnementaux, surtout pour les pollutions diffuses. La confiance est plus grande dans la capacité à gérer des événements ponctuels tels que les incendies de forêt, même si cette confiance s’érode légèrement.

LES RISQUES PERÇUS ET « CROYANCES MOTIVÉES »

Afin de dégager des tendances sur la perception des grands risques, nous nous concentrons à présent sur le risque terroriste, un score agrégé de « risques nucléaires » (moyenne des niveaux de risque perçus des centrales nucléaires, des déchets radioactifs et des retombées radioactives de l’accident de Tchernobyl) et un score agrégé de « risques climatiques » (moyenne des niveaux de risque perçus des canicules, des inondations et des incendies de forêt), Figure 2.27.

Il est frappant de constater le croisement des courbes du risque nucléaire et du risque climatique en 2020. On note même une évolution en miroir des niveaux de risque climatique et nucléaire perçus à partir de 2019. Au-delà de cette évolution générale, c’est l’orientation politique déclarée par les enquêtés qui différencie le plus les réponses. Comme le montre la Figure 2.28, le risque nucléaire est perçu comme moindre par ceux qui déclarent une sensibilité de droite, ce qui coïncide avec l’offre politique unanimement pro-nucléaire des partis correspondants, alors que les différents courants de gauche sont plus divisés sur le sujet. À l’inverse, le risque terroriste est perçu comme plus important par les personnes de droite. De manière symétrique, plus le risque est perçu comme important, plus la confiance dans les autorités est faible. La montée de la perception des risques climatiques est en revanche partagée par tous, avec même un léger rattrapage des individus s’identifiant à droite.

Cette évolution symétrique de la perception des risques climatiques et des risques nucléaires ne semble pas être une corrélation fortuite. Concernant la source du recul du niveau de risque perçu concernant le nucléaire plusieurs hypothèses peuvent être émises. Le niveau de risque pourrait effectivement avoir baissé. Cependant, aucun événement récent ne permet de le penser. Au contraire, le vieillissement du parc nucléaire, le séisme du Teil du 11 novembre 2019 à proximité des centrales de Cruas et du Tricastin, ou encore les retards de l’EPR de Flamanville liés à des

défauts de conformité sur le réacteur en construction auraient pu être autant de sources d'inquiétude pour les populations quant au risque nucléaire¹.

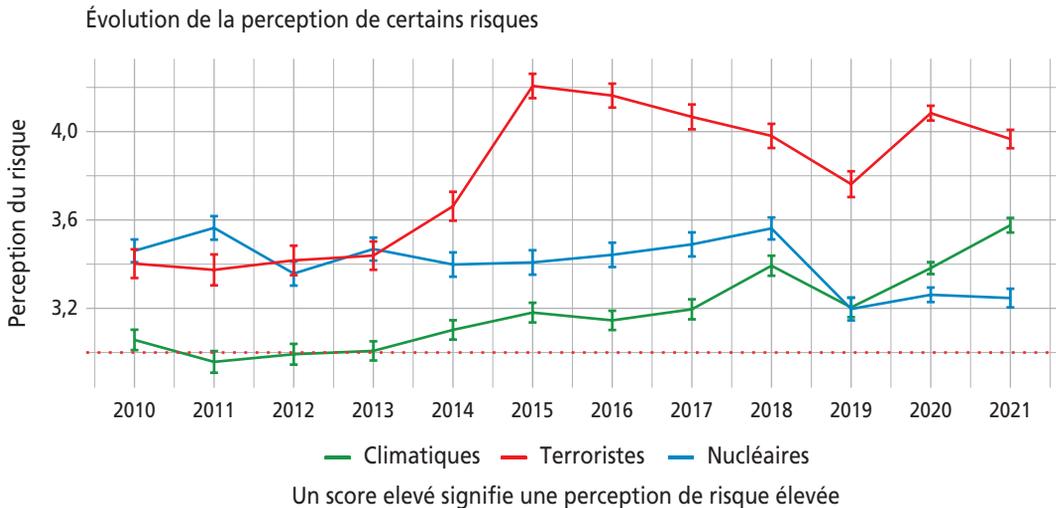


Figure 2.27 : évolution de la perception des grands risques

Note. Source : baromètre IRSN 2010-2021.

Ce graphique représente l'addition de la constante et des coefficients de régressions OLS de chaque score sur des variables binaires pour les années en contrôlant pour : le sexe, les catégories d'âge, le niveau de diplôme, le type de formation, le statut professionnel, la taille de l'agglomération et l'orientation politique. 2010 est l'année de référence. Cette méthode permet de lisser d'éventuelles différences de composition de l'échantillon d'une année à l'autre, qui pourraient être faussement attribuées à des changements de tendance temporelles.

Lecture : en 2019, la perception du risque nucléaire, corrigée pour des variations d'échantillon, s'établissait à 3,5 sur une échelle de 1 à 5, où 1 signifie une perception de risque très faible et 5 signifie une perception de risque très élevée. Sont également représentés les intervalles de confiance à 95 %.

Il s'agit plutôt d'un changement de regard sur l'énergie nucléaire comme le révèlent de multiples indices. L'énergie nucléaire bénéficie actuellement d'un soutien politique renforcé et d'une couverture médiatique plus positive que par le passé, tous deux susceptibles de faire évoluer favorablement son image dans l'opinion publique. Celle-ci est jugée de plus en plus utile pour faire face aux enjeux de la transition énergétique, aux côtés des énergies renouvelables². Certains arguments en faveur du nucléaire, tels que le fait qu'il constitue une source décarbonnée et non-intermittente d'électricité, sont de plus en plus mis en avant, notamment par les partisans de l'atome. Le gouvernement français a pu s'appuyer sur le très commenté rapport RTE sur les futurs énergétiques de la France³, concluant à l'avantage économique de l'inclusion du nucléaire dans le futur

1. Il convient toutefois de noter que la dernière enquête a été conduite avant les annonces d'EDF en janvier 2022 concernant la mise à l'arrêt de plusieurs réacteurs en raison de problèmes de corrosion. Une éventuelle augmentation de la perception du risque nucléaire suivant cette annonce n'est pas à exclure.

2. Plusieurs sondages ont récemment révélé cette amélioration de l'image du nucléaire (voir par exemple : https://www.challenges.fr/energie-et-environnement/edito-pourquoi-les-francais-redeviennent-pro-nucleaires_754860).

3. RTE France, « Futurs énergétiques 2050 : les scénarios de mix de production à l'étude permettant d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 », *Bilans, analyses et études prospectives*, octobre 2021.

mix énergétique, pour annoncer la relance de chantiers de construction de nouveaux réacteurs de type EPR2 à l'horizon 2035 et appuyer le développement de mini-réacteurs « SMR ». Ainsi, le nucléaire est au cœur d'une actualité politique dense. On peut enfin penser qu'en France, l'influence de l'ingénieur Jean-Marc Jancovici, fondateur et président de *The Shift Project* a contribué à redorer le blason de l'énergie nucléaire auprès d'une partie de l'opinion.

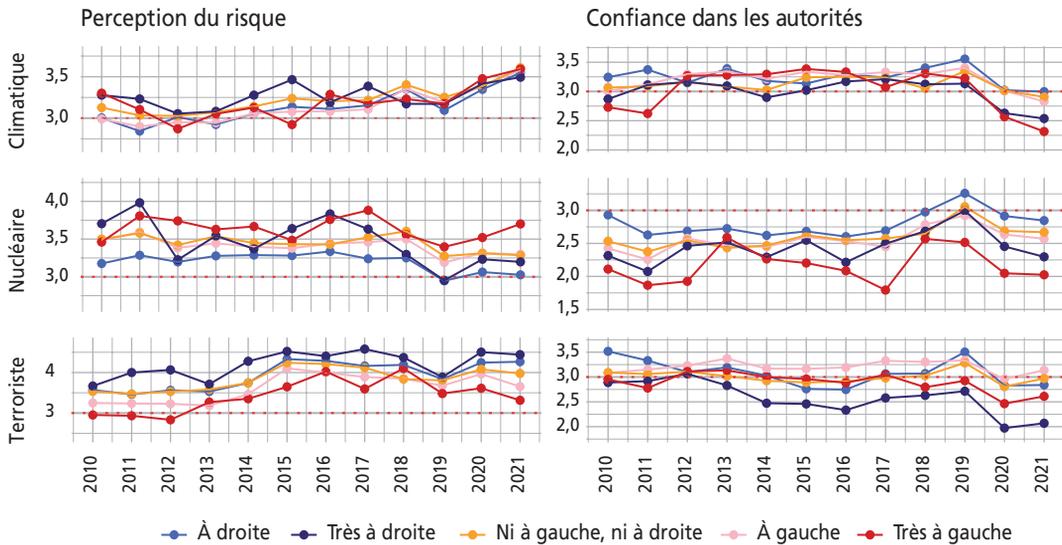


Figure 2.28 : Perception des risques et confiance dans les autorités pour protéger les Français selon l'orientation politique.

Note. Source : baromètre IRSN 2010-2021. Ce graphique représente à gauche la moyenne des scores « risque climatique », « risque nucléaire » et « risque terroriste » sur une échelle de 1 à 5, où 1 signifie une perception de risque très faible et 5 signifie une perception de risque très élevée. À droite, il représente la moyenne des scores pour le niveau de confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes où 1 signifie que le répondant n'a pas du tout confiance et 5 signifie qu'il a tout à fait confiance. Ces moyennes sont présentées selon l'orientation politique déclarée du répondant obtenue à l'aide de la question « Pouvez-vous me dire où vous vous situez sur le plan politique ? ». Les modalités de réponses « plutôt à gauche » et « à gauche » ont été fusionnées pour la représentation graphique. De même que pour les réponses « plutôt à droite » et « à droite ».

Face au changement climatique, une partie des Français a pris conscience de la nécessité de décarboner l'économie, et donc d'assurer une transition énergétique vers des sources d'énergie faiblement émettrices de carbone, tout en adoptant un mode de vie plus sobre. La lutte contre le changement climatique est également synonyme de renchérissement probable du coût de l'énergie fossile dans l'éventualité de taxes carbone plus élevées, ou d'autres restrictions susceptibles de conduire au même résultat. C'est ainsi que, face aux menaces écologique et financière conjuguées portées par les énergies fossiles, l'énergie nucléaire peut apparaître plus désirable à une partie de la population.

Mais si ce raisonnement se conçoit facilement, il n'implique pas mécaniquement que le risque associé à l'énergie nucléaire soit réévalué à la baisse. Il peut être logique d'accepter de prendre un risque moindre (le nucléaire) pour éloigner un risque plus grave et plus menaçant à court terme

(le dérèglement climatique). En revanche, cela ne devrait pas conduire à sous-estimer le risque que l'on s'apprête à endosser. C'est pourtant ce que l'on observe. En réalité, il n'y a rien là de très surprenant au regard des travaux de l'économie comportementale¹. Celle-ci a depuis longtemps mis au jour les biais à travers lesquels nous percevons le monde, que ce soit afin de nous conforter dans nos croyances établies, ou d'appuyer des croyances qui « nous arrangent » (*self-serving*) ou qui nous aident à poursuivre nos objectifs. Les individus sont ainsi capables de forger des « croyances motivées »^{2,3} propices à les soutenir dans la voie qu'ils souhaitent suivre, quitte à négliger certaines informations disponibles, par « ignorance stratégique »^{4,5}. Il est important de veiller à ce que de telles croyances motivées ne conduisent pas à revoir à la baisse les ambitions en matière de sûreté.

1. A. Tversky et D. Kahneman. « On the reality of cognitive illusions », *Psychological Review*, 1996.

2. R. Bénabou, et J. Tirole, « Mindful economics : The production, consumption, and value of beliefs », *Journal of Economic Perspectives*, 2016 ; R. Bénabou, et J. Tirole. « Identity, morals, and taboos : Beliefs as assets », *The Quarterly Journal of Economics*, 2011.

3. F. Zimmermann, « The Dynamics of Motivated Beliefs », *American Economic Review*, 2020.

4. J. D. Carrillo et T. Mariotti, « Strategic Ignorance as a Self-Disciplining Device », *The Review of Economic Studies*, 2000.

5. Cette évolution symétrique des risques nucléaire et environnemental perçus pourrait signifier que ces derniers sont évalués de manière relative les uns aux autres, ce qui conduirait mécaniquement la perception d'un risque à baisser lorsque celle d'un autre risque augmente. Mais ce n'est pas le cas, puisque, comme on le voit sur la Figure 4.19, la perception du risque terroriste reste stable depuis 2018, malgré la montée du risque environnemental.

ANNEXE

Tous les questionnaires et statistiques descriptives année par année sont disponibles librement sur le site du baromètre : <https://barometre.irsns.fr/>.

Tableau 1 – Statistiques descriptives de l'échantillon.

	<i>N</i>	Pourcentage de l'échantillon
Femme	15 234	52.5 %
Age 18-24	15 234	10.6 %
Age 25-34	15 234	16.1 %
Age 35-49	15 234	25.3 %
Age 50-64	15 234	25.1 %
Age +65	15 234	22.9 %
Secteur privé	15 234	38.8 %
Secteur public	15 234	13.8 %
Chômeur	15 234	6.7 %
Inactif	15 234	40.7 %
Paris	15 234	16.1 %
Ville > 100 000	15 234	30.2 %
20 000 < Ville < 100 000	15 234	13.3 %
2000 < Ville < 20 000	15 234	18.0 %
Milieu rural	15 234	22.5 %
Formation Sciences dures	15 234	26.6 %
Formation SHS	15 234	27.7 %
Formation autre	15 234	45.7 %
Diplôme < bac	15 218	48.8 %
Bac	15 218	21.4 %
Bac + 2	15 218	13.1 %
Bac > + 2	15 218	16.7 %
A droite	13 964	7.8 %
Plutôt à droite	13 964	12.3 %
A gauche	13 964	14.9 %
Plutôt à gauche	13 964	15.4 %
Très à gauche	13 964	4.5 %
Très à droite	13 964	4.1 %
Ni gauche ni droite	13 964	41.1 %

Note : Source baromètre IRSN 2010-2021. Lecture : l'échantillon est composé à 53 % de femmes.

Tableau 2 – Modalités de choix pour les préoccupations principales disponibles à chaque vague

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Climat et environnement												
le dérèglement climatique										X	X	X
La dégradation de l'environnement	X	X	X	X	X	X	X	X	X			
Les bouleversements climatiques	X	X	X	X	X	X	X	X	X			
Terrorisme et insécurité												
l'insécurité	X	X	X	X	X	X	X	X	X			
L'insécurité (biens et personnes)										X	X	X
Le terrorisme	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Les risques nucléaires												
	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Santé et épidémies												
La santé										X	X	X
La qualité des soins médicaux			X	X	X	X	X	X	X			
Les toxicomanies (drogue, alcoolisme, tabagisme...)	X	X	X	X	X	X	X	X	X			
La grippe A (H1N1)	X	X										
Le SIDA	X	X	X	X	X	X	X	X	X			
L'épidémie d'Ebola				X								
Chômage, pauvreté, crise financière												
les conséquences de la crise financière	X	X	X	X	X	X	X	X				
Le chômage	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
La misère et l'exclusion	X	X	X	X	X	X	X	X				
La grande pauvreté et l'exclusion									X	X	X	X
Autres												
les risques alimentaires	X	X	X	X	X	X	X	X	X			
Les accidents de la route	X	X	X	X	X	X	X	X	X			
Les risques chimiques	X	X	X	X	X	X	X	X	X			
L'instabilité géopolitique mondiale (crise des migrants, tensions entre certains pays, etc...)										X	X	X

Note : liste des sujets pouvant être choisis dans la question « En France, parmi les sujets actuels suivants, lequel est selon vous le plus préoccupant ? ». Une croix signifie que ce sujet était disponible l'année correspondante. Ainsi, le sujet « chômage » était présent à toutes les vagues de 2010 à 2021.

BIBLIOGRAPHIE

- R. Bénabou, et J. Tirole, « Mindful economics : The production, consumption, and value of beliefs », *Journal of Economic Perspectives*, 2016.
- R. Bénabou, et J. Tirole. « Identity, morals, and taboos : Beliefs as assets », *he Quarterly Journal of Economics*, 2011.
- V. Beaufile, *Pourquoi les Français redeviennent pro-nucléaire ?*, 2021.
- J. D. Carrillo et T. Mariotti, « Strategic Ignorance as a Self-Disciplining Device », *The Review of Economic Studies*, 2000.
- A. Tversky et D. Kahneman. « On the reality of cognitive illusions », *Psychological Review*, 1996.
- RTE France, « Futurs énergétiques 2050 : les scénarios de mix de production à l'étude permettant d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 », *Bilans, analyses et études prospectives*, octobre 2021.
- F. Zimmermann, « The Dynamics of Motivated Beliefs », *American Economic Review*, 2020.